

Groupe TMX Limitée

RAPPORT DE GESTION

Le 5 août 2020

Le présent rapport de gestion de Groupe TMX Limitée (le « Groupe TMX ») vise à permettre au lecteur d'évaluer notre situation financière et les changements importants qui s'y sont produits ainsi que notre performance financière, notamment nos liquidités et nos ressources en capital, pour le trimestre (le « deuxième trimestre de 2020 » ou le « T2 2020 ») et le semestre (le « premier semestre de 2020 ») clos le 30 juin 2020, comparativement au trimestre (le « deuxième trimestre de 2019 » ou le « T2 2019 ») et au semestre (le « premier semestre de 2019 ») clos le 30 juin 2019, ainsi qu'au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière de nos états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019 (les « états financiers intermédiaires »), de nos états financiers consolidés annuels audités pour les exercices clos le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018 (les « états financiers ») et de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Nos états financiers intermédiaires et le présent rapport de gestion pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 sont déposés auprès des organismes de réglementation canadiens des valeurs mobilières et peuvent être consultés au www.tmx.com et au www.sedar.com. Les mesures financières comprises dans ce rapport de gestion sont fondées sur des états financiers qui ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), sauf indication contraire. Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de l'information financière adoptée au cours de l'exercice à l'étude.

D'autres informations au sujet du Groupe TMX, y compris la notice annuelle, sont disponibles au www.tmx.com et au www.sedar.com. Ce rapport de gestion ne reprend pas les renseignements figurant dans notre site Web.

LES MESURES QUE NOUS PRENONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de la maladie à coronavirus (la pandémie de « COVID-19 ») a changé le monde et notre façon de fonctionner. Les conséquences sur les particuliers, les collectivités, les entreprises et les gouvernements ont été particulièrement marquées. En cette période extraordinaire, nous sommes persuadés que nos valeurs organisationnelles fondamentales, notre stratégie d'entreprise, nos pratiques de gestion des risques et notre personnel nous guident alors que nous composons avec cette situation très complexe et en rapide évolution. Grâce aux efforts, à l'engagement et à la collaboration de notre personnel, la grande majorité de celui-ci étant actuellement en télétravail, le Groupe TMX a été en mesure de réaliser sa mission essentielle de maintenir les activités des marchés canadiens pendant cette période.

La santé et la sécurité de notre personnel, de nos clients et de toute la communauté des marchés financiers constituent notre priorité absolue en cette période de grande incertitude et guident systématiquement nos décisions. Dès le 17 mars 2020, nous avons donné à l'ensemble de notre personnel, sauf les employés dont la présence physique au bureau est essentielle à l'accomplissement de tâches critiques, la directive de travailler à domicile et environ 95 % de nos effectifs s'étaient convertis au télétravail avant la fin du mois. Nous avons déployé différents outils informatiques et de ressources humaines pour soutenir tant notre personnel travaillant à domicile que notre équipe restreinte de la reprise qui œuvre sur place pour y remplir des fonctions essentielles. En avril 2020, nous avons réalisé avec succès notre premier test entièrement à distance de reprise après sinistre visant la plupart de nos principaux systèmes.

Pendant cette période de grande incertitude, nous continuons de collaborer étroitement avec nos clients, avec les organismes de réglementation et avec les représentants gouvernementaux afin d'assurer la continuité de nos services. Le rôle des marchés du Groupe TMX est crucial pour l'économie et nous croyons fermement qu'il est dans l'intérêt public et de nos parties prenantes, notamment les émetteurs, les investisseurs et les participants aux marchés, que les marchés demeurent ouverts.

Nous avons également lancé rapidement plusieurs initiatives d'envergure en vue de soutenir nos parties prenantes clés les plus durement touchées par la pandémie, telles que :

- La Bourse de Toronto (la « TSX ») et la Bourse de croissance TSX (la « TSXV ») ont mis en œuvre des mesures d'allégement générales afin de réduire le fardeau administratif de nos émetteurs inscrits (dont le nombre dépasse 3 200) au cours de la pandémie de COVID-19 et d'accroître la souplesse dans les marchés volatils.
- Le Groupe TMX a préconisé avec succès des modifications au programme de mesures relatives à la COVID-19 du gouvernement fédéral afin que les sociétés cotées en bourse aient droit au programme de subvention salariale, ce qui représente une victoire importante pour les petites entreprises canadiennes et, surtout, pour les milliers de Canadiens qu'elles emploient.
- Sur le plan de la négociation, nous avons assoupli les exigences de rendement des teneurs de marché en ce qui a trait à la TSX et renoncé aux droits imposés à la réouverture de la négociation à la suite du déclenchement d'un coupe-circuit sur l'ensemble des marchés en ce qui a trait à la TSX et à la TSXV.
- En ce qui a trait à La Caisse canadienne de dépôt de valeurs (la « CDS »), celle-ci a effectué un paiement de 2,0 millions de dollars sur la remise annuelle fixe de 4,0 millions de dollars quant à la facture de mai 2020 à payer en juin 2020, dans le but d'aider certains de nos adhérents. Le solde de 2,0 millions de dollars sera versé en novembre 2020, comme prévu. La CDS a également annoncé la mise en place d'un programme restreint permettant aux adhérents de reporter leurs frais facturés de mai 2020 et de septembre 2020, jusqu'à concurrence d'un montant de 50 000 \$.

Malgré l'incertitude qui plane sur le contexte dans lequel nous menons nos activités, alors que les milieux des affaires préparent leur sortie de la crise de la pandémie de COVID-19, le Groupe TMX demeure concentré sur l'excellence des services qu'il fournit à ses clients, sur le maintien des activités sur ses marchés et sur la mise en œuvre de sa stratégie de croissance mondiale.

INITIATIVES ET RÉALISATIONS

Formation de capital¹

À la fin de mars 2020, nous avons lancé ESG 101, notre nouveau centre de ressources en ligne sur les facteurs environnementaux, les facteurs sociaux et les facteurs liés à la gouvernance (les facteurs « ESG ») à l'intention des émetteurs de la TSX et de la TSXV, dont le contenu est proposé par Groupe TMX et par plusieurs grands experts en matière de facteurs ESG au Canada. Le site comprend une gamme de guides, d'articles, d'événements, de balados et de définitions destinés à aider les émetteurs à comprendre les fondements de la communication d'informations en matière de facteurs ESG. De plus, le site est un centre d'expertise fournissant des renseignements de contact aux émetteurs afin qu'ils puissent obtenir des réponses à leurs questions, y compris une ligne principale aux agences de notation ESG. De nouveaux contenus provenant de notre propre bibliothèque (balados, ateliers, guides) et de nos partenaires seront régulièrement ajoutés au site. Cet outil comble un besoin croissant de nos clients et vient compléter nos initiatives de formation individuelle et de mentorat, y compris les modules existants sur la gouvernance de notre programme de

¹ La rubrique *Formation de capital* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

formation Accélérateur de croissance, un nouveau module Accélérateur de croissance axé sur l'ESG devant être lancé et nos ateliers portant sur les facteurs ESG.

Négociation et compensation de dérivés²

En octobre 2018, la Bourse de Montréal (la « MX ») a prolongé son horaire de négociation en ouvrant ses marchés non plus à 6 h (heure de l'Est), mais à 2 h (heure de l'Est). Ce changement visait initialement la gamme de produits de taux d'intérêt de la MX³. Depuis février 2019, la MX offre aux clients la possibilité de négocier ses contrats à terme sur indice boursier⁴ pendant la prolongation de la période de négociation. En 2019 et au cours du premier semestre de 2020, le volume négocié pendant l'horaire de négociation prolongé a représenté environ 4 % et 5 %, respectivement, du volume total pour ces produits. La MX prépare actuellement la prochaine étape de la prolongation de la période de négociation en vue de s'aligner sur les heures de négociation en Asie.

En juin 2020, la MX a lancé un nouveau contrat à terme de trois mois reposant sur le taux canadien moyen des opérations de pension à un jour (« CORRA »). Alors qu'à l'échelle mondiale, de nombreux territoires passent des taux interbancaires offerts (« TIO »), qui sont fondés sur des sondages, à de nouveaux taux de référence fondés sur des opérations, le Canada a fait de même en améliorant le taux de référence CORRA, désormais administré par la Banque du Canada (la « Banque »). Le lancement a été bien accueilli, plus d'une douzaine de participants de la bourse ayant établi des positions. Depuis le 12 juin 2020, date du lancement, plus de 2 500 contrats ont été négociés au cours de juin et l'intérêt en cours du contrat à la fin du mois était de 2 447 contrats. Il est prévu qu'au cours d'un avenir prévisible le Canada constitue un territoire admettant deux taux, de sorte que ce nouvel instrument coexistera avec le produit phare BAX de la MX au cours des prochaines années.

Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse⁵

Trayport

Trayport est le principal réseau de connectivité et la principale plateforme de données et de produits d'analyse pour les marchés européens de l'énergie de gros. Trayport offre des solutions de détermination des cours, d'exécution d'ordres, de transparence post-négociation et de traitement de bout en bout post-négociation.

Trayport a soutenu avec succès ses clients négociateurs ayant adopté le travail à domicile au cours de la pandémie de COVID-19. Les volumes ont été élevés jusqu'au 30 juin 2020, atteignant des records sur les marchés européens de l'électricité et du gaz, grâce à la volatilité boursière. Les volumes de ces produits d'électricité et de gaz ont grimpé de 24 % et de 20 %, respectivement.

² La rubrique *Négociation et compensation de dérivés* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

³ BAX – Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois; OBX – Options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois; CGZ – Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans; CGF – Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de cinq ans; CGB – Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans; LGB – Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 30 ans; et OGB – Options sur contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans.

⁴ SXF – Contrats à terme standard sur l'indice S&P/TSX 60; SXM – Contrats à terme mini sur l'indice S&P/TSX 60; SCF – Contrats à terme mini sur l'indice composé S&P/TSX; et SXA, SXB, SXH, SXK, SXU et SXY – Contrats à termes sur indices sectoriels.

⁵ La rubrique *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

Marché du gaz mondial – Gaz naturel liquéfié (« GNL »)

Les volumes de négociation sont demeurés vigoureux en ce qui concerne les contrats de gaz de référence européens et asiatiques, soit le contrat Title Transfer Facility (TTF) des Pays-Bas et le contrat Japan Korea Marker (JKM). Le volume du contrat TTF a augmenté de 35 % au premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019⁶ et nous avons inscrit des volumes records d'opérations compensées au titre du contrat JKM négociées hors bourse par des clients utilisant Trayport. Bien qu'aucune corrélation directe n'ait été établie, l'augmentation des volumes de négociation sur ces marchés peut donner lieu à un accroissement des participants au marché, ce qui peut stimuler la croissance du nombre d'abonnés utilisant Trayport pour négocier ces produits.

Négociation algorithmique

La tendance de négociation algorithmique de l'électricité sur les marchés intrajournaliers européens s'est poursuivie jusqu'à la fin de juin 2020. Au premier semestre de 2020, le volume intrajournalier du marché EPEX SPOT (bourse européenne de l'électricité) s'est accru de 23 % par rapport au premier semestre de 2019.⁷

Expansion géographique

En octobre 2019, Trayport et la Nodal Exchange, une bourse des produits dérivés ayant son siège social à Washington D.C. et offrant des services aux marchés des marchandises nord-américains, ont annoncé la conclusion d'un accord visant à offrir l'écran principal de négociation de Trayport, Joule, aux clients négociants de la Nodal Exchange. Le lancement de ce service auprès des clients est en cours.

TMX Datalinx

Au début de juillet 2020, nous avons annoncé que les premiers de six nouveaux indices ESG (tenant compte de facteurs environnementaux, de facteurs sociaux et de facteurs liés à la gouvernance) S&P/TSX seraient disponibles à la fin du mois. Notre gamme de produits s'enrichit afin que notre clientèle puisse obtenir une exposition aux placements ESG et gérer les risques qui y sont rattachés. Les produits que nous offrons actuellement comprennent une gamme d'indices ESG qui seront actualisés et améliorés en 2020 afin d'aider les investisseurs à utiliser des critères de référence ESG, à exécuter des mandats ESG et à évaluer la viabilité de leurs portefeuilles.

Les indices suivants ont été lancés le 27 juillet 2020.

Indice S&P/TSX 60 ESG

L'indice est conçu pour mesurer le rendement des sociétés qui composent l'indice S&P/TSX 60, tout en tenant compte de la note d'évaluation de chacune d'elles en matière de facteurs ESG de S&P DJI. La méthode d'établissement de l'indice est fondée sur l'indice S&P/TSX 60. Les sociétés composant cet indice sont pondérées à nouveau en fonction de leur note de durabilité et selon les normes propres à leur secteur.

Indice composé S&P/TSX ESG

L'indice vise à cibler 75 % de la capitalisation boursière flottante de chacun des groupes d'industrie du Global Industry Classification Standard (« GICS^{MD} ») au sein de l'indice composé S&P/TSX, la sélection des sociétés composant l'indice s'effectuant selon la note d'évaluation en matière de facteurs ESG de S&P DJI.

⁶ Source : Rapport sur les marchandises dans la zone euro de Trayport.

⁷ Extrait d'une compilation de rapports mensuels sur les volumes d'EPEX.

Indice S&P/TSX 60 rajusté selon le risque lié au prix du carbone et indice composé S&P/TSX rajusté selon le risque lié au prix du carbone

Les indices S&P rajustés selon le risque lié au prix du carbone sont conçus pour mesurer le rendement des sociétés composant l'indice S&P/TSX 60 et l'indice composé S&P/TSX, respectivement, après une nouvelle pondération visant à tenir compte de l'incidence que pourrait avoir le prix du carbone en 2030 sur le cours de l'action de chacune des sociétés composant ces indices. La série d'indices S&P rajustés selon le risque lié au prix du carbone en 2030 vise à rééquilibrer les sociétés composant les indices en fonction de leurs différents niveaux de risque lié au prix futur du carbone, selon les risques de prix découlant des émissions de l'industrie et de leur distribution géographique, de même que des niveaux d'émissions.

Services de colocalisation

En juillet 2020, nous avons reçu l'autorisation des autorités de réglementation d'accroître les prix des services de colocalisation de 5 % à compter du 1^{er} septembre 2020.

Mise à jour sur la modernisation des plateformes de compensation⁸

En 2017, nous avons entrepris des travaux dans le cadre d'une initiative de modernisation des plateformes technologiques pour les activités de compensation et de règlement de la CDS et de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC »), ainsi que des systèmes de traitement des droits et privilèges. Nous distinguons deux étapes dans la modernisation de nos plateformes de compensation. La première étape portant sur la composante du projet visant la gestion des risques de la CDCC est entrée en fonction au deuxième trimestre de 2019.

La deuxième étape du projet vise le remplacement de systèmes patrimoniaux additionnels de la CDS, dont ceux servant à la compensation et au règlement, ainsi qu'une initiative de portée accrue visant les systèmes de paiement des droits et privilèges. En mars 2017, nous avons mis en place un programme de services aux émetteurs qui prévoyait un certain nombre de changements à la tarification en prévision des investissements qui seraient nécessaires pour moderniser le système de paiement des droits et privilèges. Nous avons effectué des dépenses d'investissement de 43,8 millions de dollars à la clôture de 2019 relativement à cette deuxième étape et nous avons encore affecté 15,9 millions de dollars au cours du premier semestre de 2020. Globalement, nous prévoyons engager des dépenses d'investissement se situant entre environ 100 et 110 millions de dollars pour l'ensemble du projet. Nous prévoyons que ce projet sera achevé d'ici la fin de 2021. Nous continuerons de fournir des mises à jour quant à nos estimations visant les dépenses d'investissement et le calendrier au fur et à mesure de la progression de ce projet complexe.

Communication d'informations en matière de facteurs ESG

En mai 2020, nous avons publié notre premier rapport en matière de facteurs ESG, qui vise à renseigner l'ensemble de nos parties prenantes, dont les actionnaires actuels et les investisseurs éventuels, au sujet des progrès que nous avons réalisés en matière d'intégration des facteurs ESG à notre stratégie d'entreprise, à nos processus et à nos activités. Nous savons que ce rapport initial ne constitue qu'un premier pas dans un parcours crucial pour notre entreprise.

⁸ La rubrique *Mise à jour sur la modernisation des plateformes de compensation* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

Stratégie d'entreprise⁹

En novembre 2018, nous avons établi des objectifs financiers à long terme consistant à dégager un taux de croissance annuel composé (« TCAC ») moyen à un chiffre dans la partie moyenne de la fourchette au chapitre des produits et un TCAC¹⁰ à deux chiffres en ce qui concerne le résultat ajusté par action (le « RPA ajusté »)¹¹, en se fondant sur certaines hypothèses et sur la performance prévue au fil du temps. Bien que nous soyons toujours persuadés que ces ambitieux objectifs sont raisonnables, nous pourrions ne pas être en mesure de les atteindre si nos hypothèses devaient se révéler inexactes; nos résultats réels pourraient donc différer sensiblement de nos objectifs à long terme. Par exemple, les répercussions de la COVID-19 sur l'économie mondiale et sur les marchés sont sans précédent. Il est difficile, à l'heure actuelle, de prédire quelle en sera l'incidence à court terme sur nos activités et à long terme sur nos ambitieux objectifs.

CHANGEMENTS À LA RÉGLEMENTATION

Négociation de titres de participation

Le 23 janvier 2020, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont publié un avis confirmant qu'elles avaient approuvé un projet d'étude pilote qui applique des restrictions temporaires aux frais de transaction du marché, afin d'étudier les répercussions d'une interdiction pour les marchés canadiens d'octroyer des rabais sur les frais de négociation (le « projet pilote »). La mise en œuvre du projet pilote dépendait de l'entrée en vigueur d'un projet similaire par la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») des États-Unis. En raison d'une décision judiciaire prononcée contre la SEC en juin 2020, la réalisation du projet pilote aux États-Unis est maintenant peu probable. Par conséquent, il est très peu probable que les ACVM mettent en œuvre le projet pilote au Canada.

CONJONCTURE ET PERSPECTIVES DU MARCHÉ¹²

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les marchés et la conjoncture économique générale sont sans précédent. La volatilité accrue a donné lieu à des volumes considérablement plus élevés de négociation et de compensation tant sur les marchés des titres de participation au comptant que sur les marchés de dérivés. Il est actuellement difficile de prédire les répercussions à plus long terme de cette volatilité, le moment où elle pourrait se résorber et ses incidences sur les activités des marchés financiers. La moyenne de l'indice CBOE Volatility Index (le « VIX ») s'est établie à 32,9 au premier semestre de 2020, contre 15,8 au premier semestre de 2019. Globalement, les volumes de négociation de titres de participation au Canada ont augmenté de 31 % au premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019.¹³ Pour l'ensemble de nos marchés de titres de participation, les volumes de négociation ont augmenté de 39 % au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019. Les volumes de négociation à la TSX, à la Bourse Alpha TSX (« Alpha ») et à la TSXV ont augmenté de 48 %, de 59 % et de 14 %, respectivement, au premier semestre de 2020 comparativement au premier semestre de 2019. Au Canada, la

⁹ La rubrique *Stratégie d'entreprise* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

¹⁰ Taux de croissance annuel composé (« TCAC ») interne moyen. Voir l'exposé sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

¹¹ Le RPA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter aux rubriques *Mise en garde concernant l'information prospective* et *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

¹² La rubrique *Conjoncture et perspectives du marché* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

¹³ Source : Organisme canadien de réglementation du commerce de valeurs mobilières (OCRCVM) (compte non tenu des applications intentionnelles).

négociation de dérivés s'est accrue de 13 % selon le volume de contrats négociés à la MX au cours du premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Le contexte très volatil et incertain de l'économie et des marchés continue de contribuer à une conjoncture moins favorable à la mobilisation de capitaux. À la TSX, le montant total des capitaux réunis dans le cadre de financements s'est accru de 8 % entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 et le nombre total de financements a augmenté de 7 % entre ces mêmes périodes. À la TSXV (y compris le marché NEX), le montant total des capitaux réunis dans le cadre de financements s'est accru de 15 % et le nombre total de financements a connu une hausse de 6 % au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Le 15 juillet 2020, la Banque a annoncé qu'elle maintenait à ¼ % son taux cible du financement à un jour. D'après la Banque, bien que la réouverture des économies soit amorcée, les perspectives à l'échelle mondiale et canadienne sont extrêmement incertaines étant donné l'évolution imprévisible de la pandémie de COVID-19.

La Banque a ajouté qu'après une chute abrupte pendant la première moitié de 2020, l'activité économique mondiale se redresserait. Ce retour à la croissance est attribuable à l'assouplissement des mesures de confinement qu'il a fallu mettre en place pour ralentir la progression du coronavirus, combiné à des efforts exceptionnels de relance budgétaire et monétaire. En conséquence, les conditions financières se sont améliorées. Les prix de la plupart des produits de base, qui étaient très bas, ont augmenté, notamment ceux du pétrole.

Selon la Banque, la reprise de l'économie canadienne s'est amorcée avec la réouverture d'entreprises qui avaient dû fermer pour limiter la propagation du virus. Selon les estimations, l'activité économique aurait chuté de 15 % au deuxième trimestre par rapport au niveau observé à la fin de 2019. Il s'agit du plus important recul de l'activité depuis la Grande Dépression.

La Banque a également indiqué avoir observé des signes précurseurs d'un rebond initial de l'emploi et de la production attribuable à la réouverture d'entreprises et à la demande refoulée. Dans le scénario intermédiaire de la Banque, environ 40 % des effets de l'effondrement de l'activité observés durant la première moitié de l'année s'inverseront au troisième trimestre. La Banque s'attend à ce que la reprise de l'économie ralentisse par la suite, la pandémie continuant d'influer sur la confiance et le comportement des consommateurs et l'économie devant s'ajuster à des défis structurels. Ainsi, dans le scénario intermédiaire, le PIB réel diminuera de 7,8 % en 2020, puis renouera avec la croissance, qui atteindra 5,1 % en 2021 et 3,7 % en 2022.¹⁴

MISE À JOUR DE LA GESTION DES RISQUES D'ENTREPRISE

Un exposé des facteurs de risque liés à nos activités est présenté à la rubrique *Gestion des risques d'entreprise* de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Après la publication de notre rapport de gestion annuel de 2019, la pandémie de COVID-19 a engendré une incertitude mettant à risque l'économie mondiale ainsi que nos clients, qui pourrait avoir des conséquences graves sur nos activités, notre situation financière, notre liquidité, nos résultats d'exploitation et nos objectifs financiers à long terme.

La conjoncture économique et la conjoncture des marchés au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Chine et dans le reste du monde ont une incidence sur différents aspects de notre entreprise et sur nos sources de produits. La pandémie a entraîné une forte volatilité, de l'incertitude et des perturbations économiques, lesquelles pourraient avoir des conséquences défavorables sur nos activités, notre situation financière, notre liquidité, nos résultats d'exploitation et nos objectifs financiers à long terme. Les activités d'inscription, de négociation et de compensation pourraient être fortement touchées par des facteurs économiques et politiques et par la conjoncture des marchés, tout comme par la

¹⁴ Source : Extrait du communiqué de presse du 15 juillet 2020 de la Banque du Canada.

confiance des investisseurs en général. Ces facteurs peuvent influencer sur le nombre de premiers appels publics à l'épargne et de financements additionnels, sur la capitalisation boursière de nos émetteurs, sur les services d'agent des transferts et de fiduciaire, sur les volumes de négociation, sur la connectivité des réseaux et les données sur les produits énergétiques ainsi que sur les ventes de données boursières sur tous nos marchés. Bien que des volumes anormalement élevés de négociation et de compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe aient été enregistrés au premier semestre de 2020, rien ne garantit que ces niveaux de négociation et de compensation se maintiendront. La conjoncture mondiale des marchés et de l'économie a considérablement fluctué au cours des derniers mois. Nous avons observé des niveaux élevés de volatilité qui, lorsqu'elle est combinée à une conjoncture défavorable prolongée, peut provoquer des fluctuations marquées des volumes de négociation, des financements par actions et de la demande de produits d'information boursière. Cette situation pourrait ralentir la perception des créances clients et accroître le risque lié aux contreparties, ce qui pourrait se répercuter défavorablement sur nos activités. En outre, si nous étions tenus de suspendre la négociation pendant une période prolongée ou de réduire notre période de négociation, il pourrait en découler des conséquences défavorables sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos objectifs financiers à long terme, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Les principales initiatives se poursuivent, mais certaines pourraient être remises à plus tard ou reportées à une date indéterminée en raison du manque de clients permettant une prospection et un développement des affaires efficaces. Même si nous continuons de planifier et de communiquer avec de nouveaux clients et clients potentiels, la volonté des clients à s'engager est indépendante de notre volonté, et nos produits pourraient donc être moins élevés que prévu.

La pandémie de COVID-19 a eu pour résultat que la grande majorité de notre personnel est en télétravail, ce qui pourrait accroître les risques d'exploitation et les risques liés à la cybersécurité. La pandémie pourrait également causer une interruption significative de nos activités et entraîner une lourde perte financière, occasionner des contraintes quant aux ressources humaines, donner lieu à des mesures réglementaires défavorables, entraîner des retards dans l'obtention d'approbations réglementaires et gouvernementales, interrompre les services reçus de tiers ou rendus à nos clients, nuire à notre réputation ou entraîner une responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable marquée sur nos activités, nos flux de trésorerie, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos objectifs financiers à long terme. Bien que toutes nos unités d'exploitation et fonctions internes aient adopté des plans de poursuite des activités appuyant les activités essentielles et atténuant ces risques, une interruption prolongée de nos services clés pourrait avoir un effet défavorable important sur notre réputation, nos activités, nos résultats d'exploitation, nos objectifs financiers à long terme, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nous disposons d'un programme de papier commercial (jusqu'à concurrence de 500 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains) entièrement sécurisé par la convention de crédit (se reporter à la rubrique **LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL** du rapport de gestion annuel de 2019). Au 30 juin 2020, un montant de 177,0 millions de dollars était en cours en vertu du programme de papier commercial. La convention de crédit sert à atténuer notre exposition au risque de liquidité propre au marché des titres de créance à court terme. Si nous ne sommes pas en mesure d'émettre du nouveau papier commercial dans le but de financer le papier commercial venant à échéance ou de répondre à des besoins additionnels en trésorerie en raison d'un manque de liquidité ou d'une absence de demande pour notre papier commercial sur le marché ou encore de l'absence de disponibilité de crédit en vertu de notre convention de crédit, notre capacité de refinancer nos obligations pourrait en être gravement touchée. Notre capacité d'obtenir du financement dépendra de la liquidité et de la conjoncture des marchés des capitaux, y compris le marché du crédit, ainsi que de notre situation financière au moment concerné. Un refinancement dans de telles conditions pourrait également faire augmenter les charges financières.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Mesures financières non conformes aux IFRS

Le résultat ajusté par action, le résultat ajusté dilué par action et le bénéfice net ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS et n'ont pas de sens normalisé conformément aux IFRS. En conséquence, il est peu probable que ces mesures puissent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Le résultat ajusté par action, le résultat ajusté dilué par action et le bénéfice net ajusté servent à présenter notre performance financière continue d'une période à l'autre, abstraction faite d'un certain nombre d'ajustements. Ces ajustements comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les charges liées au recentrage stratégique, le profit sur la vente de la participation dans la Bourse des Bermudes, les coûts liés aux transactions, la variation des passifs nets d'impôt différé résultant de la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta, l'augmentation des passifs d'impôt différé liée à la modification du taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni et les coûts nets liés au règlement d'un litige. La direction a recours à ces mesures tout en excluant certains éléments, car elle considère que cette approche donne lieu à une meilleure analyse de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et sur le plan financier, y compris, dans certains cas, de notre capacité à générer de la trésorerie. En excluant ces éléments, nous pouvons aussi faire des comparaisons d'une période à une autre. Le fait d'exclure certains éléments ne signifie pas qu'ils sont de nature non récurrente ou qu'ils ne sont pas utiles aux investisseurs.

Comparaison du trimestre clos le 30 juin 2020 (« deuxième trimestre de 2020 » ou « T2 2020 ») et du trimestre clos le 30 juin 2019 (« deuxième trimestre de 2019 » ou « T2 2019 »)

L'information qui suit porte sur les états financiers du Groupe TMX pour le deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de l'information financière adoptée au cours de l'exercice à l'étude.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Produits	217,7 \$	210,3 \$	7,4 \$	4 %
Charges d'exploitation	119,3	106,2	13,1	12 %
Bénéfice d'exploitation	98,4	104,1	(5,7)	(5) %
Bénéfice net	67,8	77,2	(9,4)	(12) %
Bénéfice net ajusté ¹⁵	86,6	81,8	4,8	6 %
Résultat par action				
De base	1,20	1,38	(0,18)	(13) %
Dilué	1,19	1,37	(0,18)	(13) %
Résultat ajusté par action ¹⁶				
De base	1,54	1,46	0,08	5 %
Dilué	1,52	1,45	0,07	5 %
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	130,9	111,5	19,4	17 %

¹⁵ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

¹⁶ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

Bénéfice net et résultat par action

Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2020 s'est chiffré à 67,8 millions de dollars, ou 1,20 \$ par action ordinaire de base et 1,19 \$ par action ordinaire après dilution, contre un bénéfice net de 77,2 millions de dollars, ou 1,38 \$ par action ordinaire de base et 1,37 \$ par action ordinaire après dilution, au deuxième trimestre de 2019. La baisse du bénéfice net et du résultat par action entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 a découlé de l'accroissement des charges d'exploitation, lequel est essentiellement attribuable à des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action ordinaire de base et après dilution). Par ailleurs, la charge d'impôt et le taux d'impôt effectif du deuxième trimestre de 2019 étaient inférieurs à ceux du deuxième trimestre de 2020. La baisse du bénéfice net a été quelque peu compensée par les produits plus élevés réalisés au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019. La diminution du résultat dilué par action découle également de l'accroissement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019.

Rapprochement du résultat ajusté par action¹⁷ du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat par action et du résultat ajusté par action.

(non audité)	T2 2020		T2 2019	
	De base	Dilué	De base	Dilué
Résultat par action	1,20 \$	1,19 \$	1,38 \$	1,37 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	0,18	0,17	0,17	0,17
Charges liées au recentrage stratégique ¹⁸	—	—	0,02	0,02
Coûts nets liés au règlement d'un litige	0,16	0,16	—	—
Profit sur la vente de la participation dans la Bourse des Bermudes	—	—	(0,04)	(0,04)
Coûts liés aux transactions	—	—	0,01	0,01
Variation des passifs nets d'impôt différé résultant de la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta	—	—	(0,08)	(0,08)
Résultat ajusté par action ¹⁹	1,54 \$	1,52 \$	1,46 \$	1,45 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	56 384 554	56 920 125	56 006 062	56 459 282

Le résultat ajusté dilué par action a augmenté de 5 %, passant de 1,45 \$ au deuxième trimestre de 2019 à 1,52 \$ au deuxième trimestre de 2020. Ce résultat s'explique en grande partie par l'accroissement des produits, atténué par les charges d'exploitation plus élevées, compte non tenu des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action ordinaire de base et après dilution). L'augmentation du résultat ajusté dilué par action a été

¹⁷ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

¹⁸ Se reporter à la rubrique *Charges liées au recentrage stratégique* pour obtenir davantage de renseignements. Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

¹⁹ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

amoindrie dans une certaine mesure par l'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Rapprochement du bénéfice net ajusté²⁰ du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté.

(en millions de dollars) (non audité)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Bénéfice net	67,8 \$	77,2 \$	(9,4) \$	(12) %
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	9,7	9,4	0,3	3 %
Charges liées au recentrage stratégique ²¹	—	0,9	(0,9)	(100) %
Coûts nets liés au règlement d'un litige	9,1	—	9,1	s. o.
Profit sur la vente de la participation dans la Bourse des Bermudes	—	(2,0)	2,0	(100) %
Coûts liés aux transactions	—	0,6	(0,6)	(100) %
Variation des passifs nets d'impôt différé résultant de la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta	—	(4,3)	4,3	(100) %
Bénéfice net ajusté ²²	86,6 \$	81,8 \$	4,8 \$	6 %

Le bénéfice net ajusté a progressé de 6 %, passant de 81,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 86,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 par suite, pour l'essentiel, de l'augmentation des produits, contrebalancée en partie par les charges d'exploitation plus élevées, compte non tenu des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars.

²⁰ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

²¹ Se reporter à la rubrique *Charges liées au recentrage stratégique* pour obtenir davantage de renseignements. Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

²² Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

Produits

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Formation de capital	48,1 \$	52,6 \$	(4,5) \$	(9) %
Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	59,5	48,6	10,9	22 %
Négociation et compensation de dérivés	30,0	33,8	(3,8)	(11) %
Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	81,0	75,6	5,4	7 %
Autres	(0,9)	(0,3)	(0,6)	(200) %
	217,7 \$	210,3 \$	7,4 \$	4 %

Les produits se sont chiffrés à 217,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 7,4 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 210,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 par suite des hausses des produits tirés des secteurs *Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe* et *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse*, contrebalancées par des baisses des produits tirés des secteurs *Formation de capital* et *Négociation et compensation de dérivés*.

Formation de capital

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Droits d'inscription initiale	2,4 \$	2,8 \$	(0,4) \$	(14) %
Droits d'inscription additionnelle	20,8	23,2	(2,4)	(10) %
Droits de maintien de l'inscription	17,8	17,3	0,5	3 %
Autres services aux émetteurs	7,1	9,3	(2,2)	(24) %
	48,1 \$	52,6 \$	(4,5) \$	(9) %

- Au deuxième trimestre de 2020, les *droits d'inscription initiale* ont diminué par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019 par suite principalement du recul du montant des *droits d'inscription initiale* différés comptabilisés au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019, ce qui est essentiellement attribuable à la TSXV. Nous avons comptabilisé des *droits d'inscription initiale* reçus en 2019 et en 2020 de 2,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en regard de *droits d'inscription initiale* reçus en 2018 et en 2019 de 2,6 millions de dollars comptabilisés au deuxième trimestre de 2019.
- En se fondant sur les *droits d'inscription initiale* facturés en 2019 et au cours du semestre clos le 30 juin 2020, les montants suivants ont été différés en vue de leur comptabilisation au troisième trimestre de 2020, au quatrième trimestre de 2020, au premier trimestre de 2021 et au deuxième trimestre de 2021 : 1,5 million de dollars, 0,9 million de dollars, 0,5 million de dollars et 0,1 million de dollars, respectivement. Le total des produits provenant des *droits d'inscription initiale* des trimestres à venir dépendra également de l'activité d'inscription survenant au cours de ces trimestres.

- Au cours du deuxième trimestre de 2020, les *droits d'inscription additionnelle* ont reculé par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019 à la suite d'un déclin de 28 % du nombre d'opérations facturées au maximum des droits d'inscription de 250 000 \$ à la TSX entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020. Par ailleurs, les produits tirés des *droits d'inscription additionnelle* à la TSXV ont légèrement diminué entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020.
- Les émetteurs inscrits à la TSX et à la TSXV paient des *droits de maintien de l'inscription* annuels principalement en fonction de leur capitalisation boursière à la fin de l'année civile précédente, à l'intérieur de limites minimales et maximales. La hausse des *droits de maintien de l'inscription* à la TSX a découlé de l'accroissement de la capitalisation boursière des émetteurs inscrits à la TSX au 31 décembre 2019 en regard du 31 décembre 2018. Par ailleurs, les *droits de maintien de l'inscription* tirés des émetteurs inscrits à la TSXV et sur le marché NEX (destiné aux émetteurs qui ne satisfont plus aux critères de maintien de l'inscription à la TSXV) ont légèrement augmenté.
- Les produits tirés des *autres services aux émetteurs* ont décliné au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 en raison des produits moins élevés générés par Fiducie TSX par suite de la diminution des produits tirés de la marge. Par ailleurs, les produits recouvrables ont diminué du fait que certains émetteurs ont reporté leur assemblée générale annuelle.

Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe	34,7 \$	25,6 \$	9,1 \$	36 %
Titres de participation et titres à revenu fixe – compensation, règlement, dépôt et autres services (CDS)	24,8	23,0	1,8	8 %
	59,5 \$	48,6 \$	10,9 \$	22 %

- Les produits tirés de la *Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe* ont progressé au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 par suite de l'accroissement considérable des volumes globaux sur toutes nos bourses. L'incidence des volumes plus élevés a été neutralisée dans une certaine mesure par la composition moins favorable des produits au cours du deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019. Les produits tirés de la *Négociation de titres à revenu fixe* ont également augmenté par suite de l'activité accrue liée aux swaps et aux obligations du gouvernement du Canada.
- Le volume global des titres négociés sur nos marchés boursiers a augmenté de 56 % (50,6 milliards de titres au deuxième trimestre de 2020, contre 32,4 milliards de titres au deuxième trimestre de 2019), ce qui rend compte de la volatilité élevée sur les marchés. Il y a eu une hausse de 62 % des volumes à la TSX, de 72 % à Alpha et de 37 % à la TSXV au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.
- À l'exclusion des applications intentionnelles, pour toutes les émissions inscrites au Canada, notre part de marché combinée des marchés boursiers au pays s'est établie à environ 60 % pour le deuxième trimestre de 2020, en progression de 4 % par rapport à environ 56 % au deuxième trimestre de 2019²³.

²³ Source : OCRCVM.

- À l'exclusion des applications intentionnelles, pour les émissions inscrites à la TSX et à la TSXV, notre part de marché combinée des marchés boursiers au pays s'est établie à environ 68 % au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 3 % par rapport à environ 65 % au deuxième trimestre de 2019²⁴.
- Les produits générés par la CDS ont progressé entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020. Des coûts recouvrables de 1,9 million de dollars liés aux activités de compensation de la CDS, qui avaient été compensés au deuxième trimestre de 2019, ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au deuxième trimestre de 2020. En outre, les produits tirés des services internationaux et les produits de compensation et de règlement ont augmenté en raison des volumes plus élevés au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019. Ces hausses des produits ont été neutralisées en partie par les remises plus élevées.

Négociation et compensation de dérivés

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	30,0 \$	33,8 \$	(3,8) \$	(11) %

- La diminution des produits provenant du secteur *Négociation et compensation de dérivés* entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 résulte d'un recul de 9 % des produits générés par la MX et la CDCC. Cette baisse des produits s'explique surtout par les produits moins élevés par contrat attribuables à la composition défavorable des produits. Les volumes à la MX ont également décliné de 1 % (28,8 millions de contrats négociés au deuxième trimestre de 2020, contre 29,1 millions de contrats négociés au deuxième trimestre de 2019).
- Une diminution d'environ 1,0 million de dollars des produits entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 a été inscrite relativement à notre entente visant la prestation de services de transition à BOX, qui a pris fin le 30 juin 2020.

Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
Trayport	33,5 \$	30,3 \$	3,2 \$	11 %
Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse (exclusion faite de Trayport)	47,5 \$	45,3 \$	2,2 \$	5 %
	81,0 \$	75,6 \$	5,4 \$	7 %

Trayport

L'augmentation des produits du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 a principalement résulté de la hausse des produits provenant de Trayport, incluant les produits de VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019).

Le nombre moyen d'abonnés de Trayport (exclusion faite de VisoTech) au cours des huit derniers trimestres est résumé dans le tableau suivant :

²⁴ Source : OCRCVM.

	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018
Abonnés négociateurs ²⁵	4 998	5 191	5 071	4 863	4 834	4 716	4 656	4 348
Total des abonnés ²⁶	22 930	23 438	22 974	22 125	21 946	21 683	21 465	20 602
Produits (en millions de livres sterling) ²⁷	19,7 £	19,4 £	18,0 £	18,2 £	17,8 £	16,7 £	16,8 £	16,5 £

Le total des abonnés correspond à toutes les licences facturables visant les principaux produits de Trayport dans des segments de clients clés, notamment des négociateurs, des courtiers et des bourses. Les abonnés négociateurs composent un sous-ensemble du total des abonnés. Les produits provenant des abonnés négociateurs représentent plus de 50 % du total des produits provenant de Trayport.

Les produits provenant de Trayport, incluant VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019), se sont élevés à 19,7 millions de livres sterling au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 11 % par rapport au deuxième trimestre de 2019. Exclusion faite de VisoTech, les produits provenant de Trayport ont augmenté de 9 %.

Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse (exclusion faite de Trayport)

Les produits tirés du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* (exclusion faite de Trayport) ont augmenté de 5 % entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020. Les produits provenant des abonnements, de l'utilisation des services de cotation ainsi que des services de colocalisation ont connu une hausse, neutralisée en partie par la baisse des produits se rapportant à la déclaration partielle de l'utilisation du système de cotation en temps réel au cours de périodes antérieures. La hausse des produits tient compte de l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

- Le nombre moyen d'abonnés professionnels aux services d'information boursière de la TSX et de la TSXV a augmenté de 2 % au cours du deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019 (102 732 abonnés professionnels aux services d'information boursière au deuxième trimestre de 2020, contre 100 592 abonnés au deuxième trimestre de 2019).
- Le nombre moyen d'abonnés professionnels aux services d'information boursière de la MX a reculé de 1 % au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019 (18 451 abonnés professionnels aux services d'information boursière de la MX au deuxième trimestre de 2020, contre 18 544 abonnés au deuxième trimestre de 2019).

Les produits du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse*, exclusion faite de VisoTech, ont augmenté de 6 % au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

²⁵ Les montants antérieurs ont été retraités en fonction des données actuelles.

²⁶ Les montants antérieurs ont été retraités en fonction des données actuelles.

²⁷ Les produits antérieurs au premier trimestre de 2019 comprennent ceux de Contigo (entreprise vendue le 30 novembre 2018).

Autres

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	(0,9) \$	(0,3) \$	(0,6) \$	(200) %

- La baisse des produits du secteur *Autres* est attribuable à l'incidence de la comptabilisation de pertes nettes de change sur les actifs monétaires nets plus élevées par suite des répercussions encore plus défavorables de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Rémunération et avantages	55,2 \$	52,1 \$	3,1 \$	6 %
Systèmes d'information et de négociation	13,3	12,2	1,1	9 %
Frais de vente et charges générales et administratives	31,3	21,2	10,1	48 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	19,5	19,4	0,1	1 %
Charges liées au recentrage stratégique	—	1,3	(1,3)	(100) %
	119,3 \$	106,2 \$	13,1 \$	12 %

Les charges d'exploitation se sont établies à 119,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 13,1 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à celles de 106,2 millions de dollars inscrites au deuxième trimestre de 2019. Cet accroissement des charges provient principalement des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action de base et après dilution) inscrits dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au cours du deuxième trimestre de 2020. Les coûts recouvrables liés à la CDS ont également augmenté. Des coûts recouvrables de 1,9 million de dollars liés aux activités de compensation de la CDS, qui avaient été compensés au deuxième trimestre de 2019, ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au deuxième trimestre de 2020. En outre, les charges au titre des régimes incitatifs liés au rendement, les coûts des services professionnels en matière de technologie de l'information, les coûts liés à la gestion de nos activités durant la pandémie de COVID-19 et les créances irrécouvrables ont augmenté. Ces hausses ont été quelque peu contrebalancées par le recul des frais de déplacement et de divertissement, des honoraires de consultation ainsi que des indemnités de départ. Par ailleurs, des *charges liées au recentrage stratégique* de 1,3 million de dollars ont été inscrites au deuxième trimestre de 2019, tandis qu'aucune charge de cette nature n'a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2020.

Rémunération et avantages

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	55,2 \$	52,1 \$	3,1 \$	6 %

- Les coûts au titre de la *rémunération et des avantages* ont augmenté au deuxième trimestre de 2020 par suite surtout de l'accroissement des charges au titre des régimes incitatifs liés au rendement destinés aux employés et des coûts liés à la pandémie de COVID-19, neutralisés en partie par la baisse des indemnités de départ.
- Le Groupe TMX comptait 1 332 employés au 30 juin 2020, contre 1 280 employés au 30 juin 2019, par suite de l'accroissement de l'effectif qui a résulté des investissements consacrés à nos différents secteurs de croissance.

Systèmes d'information et de négociation

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	13,3 \$	12,2 \$	1,1 \$	9 %

- L'accroissement des charges au titre des *systèmes d'information et de négociation* entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 a découlé de l'augmentation des coûts des services professionnels en matière de technologie de l'information et des coûts liés à la pandémie de COVID-19, en raison du télétravail.

Frais de vente et charges générales et administratives

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	31,3 \$	21,2 \$	10,1 \$	48 %

- Les *frais de vente et charges générales et administratives* ont augmenté au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019 du fait principalement de coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à environ 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action de base et après dilution) inscrits au deuxième trimestre de 2020. Les coûts recouvrables liés aux activités de compensation de la CDS ont aussi augmenté de 1,9 million de dollars. Compensés au deuxième trimestre de 2019, ces coûts ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au deuxième trimestre de 2020. Une hausse des coûts attribuable à la pandémie de COVID-19 a également été inscrite relativement aux contrats de sous-location déficitaires, de même qu'une hausse des créances irrécouvrables. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par le recul des frais de déplacement et de divertissement ainsi que des honoraires de consultation.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	19,5 \$	19,4 \$	0,1 \$	1 %

- Les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* ont légèrement augmenté par suite de l'accroissement de l'amortissement au titre des nouvelles immobilisations incorporelles.

- Pour le deuxième trimestre de 2020, les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* de 19,5 millions de dollars comprennent 11,8 millions de dollars se rapportant à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (0,18 \$ par action de base et 0,17 \$ par action après dilution).
- Pour le deuxième trimestre de 2019, les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* de 19,4 millions de dollars incluent 11,8 millions de dollars se rapportant à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (0,17 \$ par action de base et après dilution).

Charges liées au recentrage stratégique

(en millions de dollars)	T2 2020		T2 2019	
	Montant avant impôt	Incidence sur le résultat de base et dilué par action	Montant avant impôt	Incidence sur le résultat de base et dilué par action
	— \$	— \$	1,3 \$	0,02 \$

- Les *charges liées au recentrage stratégique* de 1,3 million de dollars au deuxième trimestre de 2019 comprennent des charges non récurrentes au titre de contrats déficitaires relatifs à notre initiative de modernisation de nos plateformes de compensation (se reporter à la rubrique **INITIATIVES ET RÉALISATIONS – Mise à jour sur la modernisation des plateformes de compensation**).

Informations supplémentaires

Quote-part du bénéfice des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	1,9 \$	0,7 \$	1,2 \$	171 %

- L'augmentation de 1,2 million de dollars de notre quote-part du bénéfice des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence fait suite à l'augmentation de notre quote-part du bénéfice provenant de BOX.

Autres produits

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	— \$	2,3 \$	(2,3) \$	(100) %

- Au cours du deuxième trimestre de 2019, nous avons réalisé la vente de notre participation dans la Bourse des Bermudes, ce qui a donné lieu à un profit d'environ 2,3 millions de dollars avant impôt (2,0 millions de dollars après impôt, soit 0,04 \$ par action de base et après dilution).

Charges financières nettes

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	8,3 \$	8,9 \$	(0,6) \$	(7) %

- La diminution des charges financières nettes entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 s'explique par la baisse des charges d'intérêts occasionnée par les niveaux d'endettement moins élevés.

Charge d'impôt sur le résultat et taux d'impôt effectif

Charge d'impôt sur le résultat (en millions de dollars)		Taux d'impôt effectif (en pourcentage)	
T2 2020	T2 2019	T2 2020	T2 2019
24,2 \$	21,0 \$	26 %	21 %

- Compte non tenu de l'ajustement indiqué ci-dessous, le taux d'impôt effectif se serait établi à environ 26 % pour le deuxième trimestre de 2019.
- Au deuxième trimestre de 2019, le taux général d'imposition des sociétés de l'Alberta a été réduit, ce qui a donné lieu à une diminution des passifs nets d'impôt différé et à une baisse correspondante de 4,3 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat.

Secteurs

Les sections qui suivent présentent les résultats sectoriels du Groupe TMX pour le trimestre clos le 30 juin 2020 comparativement au trimestre clos le 30 juin 2019.

Trimestre clos le 30 juin 2020

(en millions de dollars)	Formation de capital	Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	Négociation et compensation de dérivés	Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	48,1 \$	59,5 \$	30,0 \$	81,0 \$	(0,9) \$	217,7 \$
Produits intersectoriels	—	0,5	—	—	(0,5)	—
Total des produits	48,1	60,0	30,0	81,0	(1,4)	217,7
Bénéfice (perte) d'exploitation	25,0	30,8	13,6	52,8	(23,8)	98,4

Trimestre clos le 30 juin 2019

(en millions de dollars)	Formation de capital	Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	Négociation et compensation de dérivés	Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	52,6 \$	48,6 \$	33,8 \$	75,6 \$	(0,3) \$	210,3 \$
Produits intersectoriels	—	0,4	—	0,1	(0,5)	—
Total des produits	52,6	49,0	33,8	75,7	(0,8)	210,3
Bénéfice (perte) d'exploitation	31,3	23,9	15,1	47,5	(13,7)	104,1

Bénéfice (perte) d'exploitation

La diminution du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Formation de capital* rend compte des produits moins élevés provenant des *droits d'inscription additionnelle* et de Fiducie TSX. Les charges d'exploitation ont également augmenté au deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019.

L'augmentation du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe* résulte en grande partie de la hausse marquée des produits tirés de la *négociation de titres de participation* en raison des volumes beaucoup plus élevés sur toutes nos bourses. L'incidence des volumes plus élevés a été neutralisée en partie par la composition moins favorable des produits au deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019. Par ailleurs, les produits provenant de la CDS et de la *négociation de titres à revenu fixe* ont connu une hausse. L'augmentation du *bénéfice d'exploitation* a été partiellement contrebalancée par la hausse des charges d'exploitation au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019.

La diminution du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Négociation et compensation de dérivés* découle du recul de 9 % des produits générés par la MX et la CDCC. Cette baisse des produits a résulté surtout des produits moins élevés par contrat attribuables à la composition défavorable des produits. Une diminution de 1 % des volumes à la MX a aussi été enregistrée. Cette diminution a été compensée en partie par la baisse des charges d'exploitation entre le deuxième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020.

La hausse du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* a résulté des produits plus élevés provenant de Trayport, incluant VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019) et TMX Datalinx. Au sein de TMX Datalinx, les produits ont augmenté en ce qui a trait aux abonnements, à l'utilisation des services de cotation et aux services de colocalisation, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par les produits moindres au titre de la déclaration partielle de l'utilisation du système de cotation en temps réel au cours de périodes antérieures. Par ailleurs, la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu une incidence favorable au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Les produits du secteur *Autres* comprennent certains produits ainsi que les coûts du siège social et d'autres coûts liés à des initiatives, qui ne sont pas ventilés entre les secteurs d'exploitation. Les produits au titre des profits et pertes de change et les produits tirés des autres services sont présentés dans le secteur *Autres*. Les coûts et les charges liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles achetées, de même que certains ajustements de consolidation et d'élimination, sont également présentés dans le secteur *Autres*. La *perte d'exploitation* du secteur *Autres* a augmenté au

deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019 en raison des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars qui ont été engagés et portés au secteur *Autres*. En outre, les pertes nettes de change sur les actifs monétaires nets ont augmenté par suite des répercussions encore plus défavorables de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2020 et du semestre clos le 30 juin 2019

L'information qui suit porte sur les états financiers du Groupe TMX pour le semestre clos le 30 juin 2020 comparativement au semestre clos le 30 juin 2019. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de l'information financière adoptée au cours de l'exercice à l'étude.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Produits	438,0 \$	407,8 \$	30,2 \$	7 %
Charges d'exploitation	228,6	213,5	15,1	7 %
Bénéfice d'exploitation	209,4	194,3	15,1	8 %
Bénéfice net	137,9	138,4	(0,5)	0 %
Bénéfice net ajusté ²⁸	173,6	155,0	18,6	12 %
Résultat par action				
De base	2,45	2,47	(0,02)	(1) %
Dilué	2,42	2,46	(0,04)	(2) %
Résultat ajusté par action ²⁹				
De base	3,08	2,76	0,32	12 %
Dilué	3,05	2,75	0,30	11 %
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	209,9	164,0	45,9	28 %

Bénéfice net et résultat par action

Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le bénéfice net s'est chiffré à 137,9 millions de dollars, ou 2,45 \$ par action ordinaire de base et 2,42 \$ par action ordinaire après dilution, contre un bénéfice net de 138,4 millions de dollars, ou 2,47 \$ par action ordinaire de base et 2,46 \$ par action ordinaire après dilution, pour le semestre clos le 30 juin 2019. La légère diminution du bénéfice net et du résultat par action a essentiellement découlé de l'accroissement marqué de la charge d'impôt et du taux d'impôt effectif plus élevé au premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019.

- Au cours du premier semestre de 2020, il y a eu une modification du taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni, donnant lieu à une augmentation des passifs d'impôt différé et à une hausse correspondante de la charge d'impôt, soit de 7,4 millions de dollars, ce qui est venu réduire le bénéfice net.

²⁸ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

²⁹ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

- Au cours du premier semestre de 2019, le taux général d'imposition des sociétés de l'Alberta a été réduit, donnant lieu à une diminution des passifs nets d'impôt différé et à une baisse correspondante de 4,3 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat.

La diminution du résultat dilué par action découle également de l'accroissement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019.

Ces reculs ont été en grande partie compensés par l'augmentation de 15,1 millions de dollars du bénéfice d'exploitation. L'accroissement du bénéfice d'exploitation entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 s'explique par des produits accrus de 30,2 millions de dollars, neutralisés par une augmentation de 15,1 millions de dollars des charges d'exploitation. La hausse des charges d'exploitation provient pour l'essentiel des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action ordinaire de base et après dilution) inscrits au deuxième trimestre de 2020.

Rapprochement du résultat ajusté par action³⁰ du semestre clos le 30 juin 2020 et du semestre clos le 30 juin 2019

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat par action et du résultat ajusté par action.

(non audité)	Semestre clos le 30 juin 2020		Semestre clos le 30 juin 2019	
	De base	Dilué	De base	Dilué
Résultat par action	2,45 \$	2,42 \$	2,47 \$	2,46 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	0,34	0,34	0,34	0,34
Charges liées au recentrage stratégique ³¹	—	—	0,06	0,06
Augmentation des passifs d'impôt différé liée à la modification du taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni	0,13	0,13	—	—
Coûts nets liés au règlement d'un litige	0,16	0,16	—	—
Profit sur la vente de la participation dans la Bourse des Bermudes	—	—	(0,04)	(0,04)
Coûts liés aux transactions	—	—	0,01	0,01
Variation des passifs nets d'impôt différé résultant de la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta	—	—	(0,08)	(0,08)
Résultat ajusté par action ³²	3,08 \$	3,05 \$	2,76 \$	2,75 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	56 332 419	56 891 688	55 924 166	56 343 757

Le résultat ajusté dilué par action a augmenté de 11 %, passant de 2,75 \$ au premier semestre de 2019 à 3,05 \$ au premier semestre de 2020, grâce surtout à la hausse des produits, quelque peu atténuée par l'augmentation des charges d'exploitation, compte non tenu des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars.

³⁰ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

³¹ Se reporter à la rubrique *INITIATIVES ET RÉALISATIONS – Recentrage stratégique* dans le rapport de gestion de 2019 pour obtenir davantage de renseignements.

³² Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

L'augmentation du résultat ajusté dilué par action a été compensée dans une certaine mesure par l'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Rapprochement du bénéfice net ajusté³³ du semestre clos le 30 juin 2020 et du semestre clos le 30 juin 2019

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté.

(en millions de dollars) (non audité)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Bénéfice net	137,9 \$	138,4 \$	(0,5) \$	0 %
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	19,2	18,9	0,3	2 %
Charges liées au recentrage stratégique ³⁴	—	3,4	(3,4)	(100) %
Augmentation des passifs d'impôt différé liée à la modification du taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni	7,4	—	7,4	s. o.
Coûts nets liés au règlement d'un litige	9,1	—	9,1	s. o.
Profit sur la vente de la participation dans la Bourse des Bermudes	—	(2,0)	2,0	(100) %
Coûts liés aux transactions	—	0,6	(0,6)	(100) %
Variation des passifs nets d'impôt différé résultant de la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta	—	(4,3)	4,3	(100) %
Bénéfice net ajusté³⁵	173,6 \$	155,0 \$	18,6 \$	12 %

Le bénéfice net ajusté a augmenté de 12 %, passant de 155,0 millions de dollars au premier semestre de 2019 à 173,6 millions de dollars au premier semestre de 2020, grâce surtout à la hausse des produits, quelque peu atténuée par l'augmentation des charges d'exploitation, compte non tenu des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars.

³³ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

³⁴ Se reporter à la rubrique *INITIATIVES ET RÉALISATIONS – Recentrage stratégique* du rapport de gestion de 2019 pour obtenir davantage de renseignements.

³⁵ Voir l'analyse à la rubrique *Mesures financières non conformes aux IFRS*.

Produits

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Formation de capital	88,2 \$	94,4 \$	(6,2) \$	(7) %
Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	117,7	97,1	20,6	21 %
Négociation et compensation de dérivés	70,5	66,4	4,1	6 %
Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	160,8	150,2	10,6	7 %
Autres	0,8	(0,3)	1,1	(367) %
	438,0 \$	407,8 \$	30,2 \$	7 %

Les produits se sont chiffrés à 438,0 millions de dollars au premier semestre de 2020, en hausse de 30,2 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 407,8 millions de dollars au premier semestre de 2019, par suite des hausses des produits tirés des secteurs *Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe*, *Négociation et compensation de dérivés* et *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse*, contrebalancées par la baisse des produits tirés du secteur *Formation de capital*.

Formation de capital

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Droits d'inscription initiale	5,0 \$	5,8 \$	(0,8) \$	(14) %
Droits d'inscription additionnelle	35,3	38,8	(3,5)	(9) %
Droits de maintien de l'inscription	34,6	34,5	0,1	0 %
Autres services aux émetteurs	13,3	15,3	(2,0)	(13) %
	88,2 \$	94,4 \$	(6,2) \$	(7) %

- Au premier semestre de 2020, les *droits d'inscription initiale* ont diminué par rapport à ceux du premier semestre de 2019 par suite principalement du recul du montant des *droits d'inscription initiale* différés au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019, ce qui est essentiellement attribuable à la TSXV. Nous avons comptabilisé des *droits d'inscription initiale* reçus en 2019 et en 2020 de 4,4 millions de dollars au premier semestre de 2020, en regard de *droits d'inscription initiale* reçus en 2018 et en 2019 de 5,3 millions de dollars comptabilisés au premier semestre de 2019.
- En se fondant sur les *droits d'inscription initiale* facturés en 2019 et au cours du premier semestre de 2020, les montants suivants ont été différés en vue de leur comptabilisation au troisième trimestre de 2020, au quatrième trimestre de 2020, au premier trimestre de 2021 et au deuxième trimestre de 2021 : 1,5 million de dollars, 0,9 million de dollars, 0,5 million de dollars et 0,1 million de dollars, respectivement. Le total des produits provenant des *droits d'inscription initiale* des trimestres à venir dépendra également de l'activité d'inscription survenant au cours de ces trimestres.
- Les *droits d'inscription additionnelle* au premier semestre de 2020 ont reculé par rapport à ceux du premier semestre de 2019 par suite d'une baisse de 30 % du nombre d'opérations facturées au maximum des droits d'inscription de

250 000 \$ à la TSX entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020. Cette baisse a été compensée en partie par l'augmentation des *droits d'inscription additionnelle* à la TSXV, où le nombre de financements et le montant total des fonds tirés de financements ont augmenté.

- Les émetteurs inscrits à la TSX et à la TSXV paient des *droits de maintien de l'inscription* annuels principalement en fonction de leur capitalisation boursière à la fin de l'année civile précédente, à l'intérieur de limites minimales et maximales. L'accroissement des *droits de maintien de l'inscription* à la TSX a découlé de l'augmentation de la capitalisation boursière des émetteurs inscrits à la TSX au 31 décembre 2019 comparativement au 31 décembre 2018. Cette augmentation a été neutralisée dans une large mesure par la baisse des *droits de maintien de l'inscription* à la TSXV en raison du faible recul de la capitalisation boursière des émetteurs inscrits à la TSXV entre la clôture de 2018 et la clôture de 2019.
- Les produits tirés des *autres services aux émetteurs* ont décliné au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 en raison des produits moins élevés générés par Fiducie TSX par suite de la diminution des produits tirés de la marge et des droits relatifs aux services fiduciaires aux entreprises. Par ailleurs, les produits recouvrables ont diminué du fait que certains émetteurs ont reporté leur assemblée générale annuelle. Ces baisses ont été quelque peu contrebalancées par la hausse des produits tirés des frais d'agent des transferts.

Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe	67,9 \$	51,8 \$	16,1 \$	31 %
Titres de participation et titres à revenu fixe – compensation, règlement, dépôt et autres services (CDS)	49,8	45,3	4,5	10 %
	117,7 \$	97,1 \$	20,6 \$	21 %

- Les produits tirés de la *Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe* ont progressé au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 par suite de l'accroissement considérable des volumes globaux sur toutes nos bourses. Les produits tirés de la *Négociation de titres à revenu fixe* ont également augmenté, par suite surtout de l'activité accrue liée aux swaps et aux obligations du gouvernement du Canada.
- Le volume global des titres négociés sur nos marchés boursiers a augmenté de 39 % (96,8 milliards de titres au premier semestre de 2020, contre 69,6 milliards de titres au premier semestre de 2019). Il y a eu une hausse de 48 % à la TSX, de 14 % à la TSXV et de 59 % à Alpha au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.
- À l'exclusion des applications intentionnelles, pour toutes les émissions inscrites au Canada, notre part de marché combinée des marchés boursiers au pays s'est établie à 61 % au premier semestre de 2020, en progression de 5 % par rapport à 56 % au premier semestre de 2019³⁶. Nous négocions uniquement des titres qui sont inscrits à la cote de la TSX ou de la TSXV.

³⁶ Source : OCRCVM.

- À l'exclusion des applications intentionnelles, pour les émissions inscrites à la TSX et à la TSXV, notre part de marché combinée des marchés boursiers au pays s'est établie à environ 67 % au premier semestre de 2020, en hausse de 1 % par rapport à environ 66 % au premier semestre de 2019³⁷.
- Les produits générés par la CDS ont progressé entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 en raison de la hausse des produits de compensation et de règlement attribuable aux volumes plus élevés, de la hausse des droits de garde et de l'accroissement des produits tirés des services internationaux. En outre, des coûts recouvrables de 3,0 millions de dollars liés aux activités de compensation de la CDS, qui avaient été compensés au premier semestre de 2019, ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au premier semestre de 2020. Ces hausses des produits ont été neutralisées en partie par les remises plus élevées.

Négociation et compensation de dérivés

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	70,5 \$	66,4 \$	4,1 \$	6 %

- La hausse des produits provenant du secteur *Négociation et compensation de dérivés* résulte d'une augmentation de 8 % des produits générés par la MX et la CDCC. Les volumes à la MX ont progressé de 13 % (66,3 millions de contrats négociés au premier semestre de 2020, contre 58,6 millions de contrats négociés au premier semestre de 2019). L'incidence des volumes plus élevés a été neutralisée dans une certaine mesure par la baisse des produits par contrat attribuable à la composition défavorable des produits. Par ailleurs, les produits tirés de la compensation d'opérations de pension sur titres ont augmenté au premier semestre de 2020 comparativement au premier semestre de 2019.
- Ces hausses ont été quelque peu atténuées par la diminution d'environ 0,8 million de dollars des produits tirés de BOX dans le cadre de notre entente visant la prestation de services de transition, qui a pris fin le 30 juin 2020.

Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
Trayport	67,2 \$	59,4 \$	7,8 \$	13 %
Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse (exclusion faite de Trayport)	93,6	90,8	2,8	3 %
	160,8 \$	150,2 \$	10,6 \$	7 %

³⁷ Source : OCRCVM.

Trayport

L'augmentation des produits du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 a essentiellement résulté de la hausse des produits provenant de Trayport, incluant les produits de VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019).

Le nombre moyen d'abonnés de Trayport (exclusion faite de VisoTech) au cours des huit derniers trimestres est résumé dans le tableau suivant :

	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018
Abonnés négociateurs	4 998	5 191	5 071	4 863	4 834	4 716	4 656	4 348
Total des abonnés	22 930	23 438	22 974	22 125	21 946	21 683	21 465	20 602
Produits (en millions de livres sterling)	19,7 £	19,4 £	18,0 £	18,2 £	17,8 £	16,7 £	16,8 £	16,5 £

Le total des abonnés correspond à toutes les licences facturables visant les principaux produits de Trayport dans des segments de clients clés, notamment des négociateurs, des courtiers et des bourses. Les abonnés négociateurs composent un sous-ensemble du total des abonnés. Les produits provenant des abonnés négociateurs représentent plus de 50 % du total des produits provenant de Trayport.

Les produits provenant de Trayport, incluant VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019), se sont élevés à 39,1 millions de livres sterling au premier semestre de 2020, en hausse de 13 % par rapport au premier semestre de 2019. Exclusion faite de VisoTech, les produits provenant de Trayport ont augmenté de 10 %.

Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse (exclusion faite de Trayport)

Les produits du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* (exclusion faite de Trayport) ont augmenté de 3 % entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020. Les produits provenant des abonnements, de l'utilisation des services de cotation, des activités indicelles et d'indices de référence ainsi que des services de colocalisation ont connu une hausse, neutralisée en partie par la baisse des produits se rapportant à la déclaration partielle de l'utilisation du système de cotation en temps réel au cours de périodes antérieures. La hausse des produits tient compte de l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

- Le nombre moyen d'abonnés professionnels aux services d'information boursière de la TSX et de la TSXV est demeuré essentiellement inchangé entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 (101 531 abonnés professionnels aux services d'information boursière au premier semestre de 2020, contre 101 591 abonnés au premier semestre de 2019).
- Le nombre moyen d'abonnés professionnels aux services d'information boursière de la MX a reculé de 1 % entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 (18 609 abonnés professionnels aux services d'information boursière de la MX au premier semestre de 2020, contre 18 769 abonnés au premier semestre de 2019).

Les produits du secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse*, exclusion faite de VisoTech, ont augmenté de 6 % au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Autres

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	0,8 \$	(0,3) \$	1,1 \$	367 %

- La hausse des produits du secteur *Autres* s'explique en majeure partie par la comptabilisation de profits nets de change sur les actifs monétaires nets au cours du premier semestre de 2020, comparativement à des pertes nettes de change au premier semestre de 2019.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) en dollars	Augmentation (diminution) en pourcentage
Rémunération et avantages	111,4 \$	105,1 \$	6,3 \$	6 %
Systèmes d'information et de négociation	26,0	24,7	1,3	5 %
Frais de vente et charges générales et administratives	51,9	39,4	12,5	32 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39,3	39,7	(0,4)	(1) %
Charges liées au recentrage stratégique	—	4,6	(4,6)	(100) %
	228,6 \$	213,5 \$	15,1 \$	7 %

Les charges d'exploitation se sont établies à 228,6 millions de dollars au premier semestre de 2020, en hausse de 15,1 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celles de 213,5 millions de dollars inscrites au premier semestre de 2019. Cet accroissement des charges provient principalement des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action de base et après dilution) inscrits dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au cours du deuxième trimestre de 2020. Les coûts recouvrables liés à la CDS ont également augmenté. Des coûts recouvrables de 3,0 millions de dollars liés aux activités de compensation de la CDS, qui avaient été compensés au premier semestre de 2019, ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au premier semestre de 2020. En outre, les charges au titre des régimes incitatifs liés au rendement, les coûts des services professionnels en matière de technologie de l'information, les créances irrécouvrables et les coûts liés à la gestion de nos activités durant la pandémie de COVID-19 ont augmenté. Ces hausses ont été quelque peu contrebalancées par le recul des frais de déplacement et de divertissement, des honoraires de consultation ainsi que des indemnités de départ. Par ailleurs, des *charges liées au recentrage stratégique* de 4,6 millions de dollars ont été inscrites au premier semestre de 2019, tandis qu'aucune charge de cette nature n'a été comptabilisée au premier semestre de 2020.

Rémunération et avantages

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	111,4 \$	105,1 \$	6,3 \$	6 %

- L'augmentation des coûts au titre de la *rémunération et des avantages* provient pour l'essentiel de la hausse des charges au titre des régimes incitatifs liés au rendement destinés aux employés et des coûts liés à la pandémie de COVID-19, neutralisée en partie par la baisse des indemnités de départ.
- Le Groupe TMX comptait 1 332 employés au 30 juin 2020, contre 1 280 employés au 30 juin 2019, par suite de l'accroissement de l'effectif qui a résulté des investissements consacrés à nos différents secteurs de croissance.

Systemes d'information et de négociation

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	26,0 \$	24,7 \$	1,3 \$	5 %

- L'accroissement des charges au titre des *systemes d'information et de négociation* entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 a découlé de la hausse des coûts des services professionnels en matière de technologie de l'information et des coûts liés à la pandémie de COVID-19, en raison du télétravail.

Frais de vente et charges générales et administratives

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	51,9 \$	39,4 \$	12,5 \$	32 %

- Les *frais de vente et charges générales et administratives* ont augmenté de 12,5 millions de dollars au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 du fait principalement de coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars (0,16 \$ par action de base et après dilution) inscrits au deuxième trimestre de 2020. La hausse découle également de l'accroissement des coûts attribuable à la pandémie de COVID-19 relativement aux contrats de sous-location déficitaires ainsi que de l'augmentation des créances irrécouvrables.
- Les coûts recouvrables liés aux activités de compensation de la CDS ont augmenté de 3,0 millions de dollars. Compensés au premier semestre de 2019, ces coûts ont été inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives* au premier semestre de 2020.
- La hausse des *frais de vente et charges générales et administratives* a été contrebalancée en partie par le recul des frais de déplacement et de divertissement ainsi que des honoraires de consultation.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	39,3 \$	39,7 \$	(0,4) \$	(1) %

- Les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* ont diminué par suite des charges moins élevées se rapportant aux immobilisations entièrement amorties.
- Pour le premier semestre de 2020, les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* de 39,3 millions de dollars comprennent 23,6 millions de dollars se rapportant à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (0,34 \$ par action de base et après dilution).

- Pour le premier semestre de 2019, les *amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles* de 39,7 millions de dollars incluent 23,7 millions de dollars se rapportant à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (0,34 \$ par action de base et après dilution).

Charges liées au recentrage stratégique

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020		Semestre clos le 30 juin 2019	
	Montant avant impôt	Incidence sur le résultat de base et dilué par action	Montant avant impôt	Incidence sur le résultat de base et dilué par action
	— \$	— \$	4,6 \$	0,06 \$

- Les *charges liées au recentrage stratégique* de 4,6 millions de dollars au premier semestre de 2019 comprennent un montant de 3,3 millions de dollars se rapportant à des changements organisationnels que nous avons apportés à nos services post-négociation, à l'élimination de l'unité centralisée Innovation d'entreprise et Développement de produits et aux modifications à notre approche relative aux risques d'entreprise. Des charges non récurrentes de 1,3 million de dollars au titre de contrats déficitaires relatifs à notre initiative de modernisation de nos plateformes de compensation ont également été inscrites (se reporter à la rubrique **INITIATIVES ET RÉALISATIONS – Mise à jour sur la modernisation des plateformes de compensation**).

Informations supplémentaires

Quote-part du bénéfice des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation en dollars	Augmentation en pourcentage
	3,7 \$	2,1 \$	1,6 \$	76 %

- Au cours du premier semestre de 2020, notre quote-part du bénéfice des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'est accrue de 1,6 million de dollars du fait de l'augmentation de notre quote-part du bénéfice provenant de BOX.

Autres produits

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	— \$	2,3 \$	(2,3) \$	(100) %

- Au cours du premier semestre de 2019, nous avons réalisé la vente de notre participation dans la Bourse des Bermudes, ce qui a donné lieu à un profit sur la vente d'environ 2,3 millions de dollars avant impôt (2,0 millions de dollars après impôt, soit 0,04 \$ par action de base et après dilution).

Charges financières nettes

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	(Diminution) en dollars	(Diminution) en pourcentage
	16,7 \$	18,2 \$	(1,5) \$	(8) %

- La diminution des charges financières nettes entre le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2020 s'explique par la baisse des charges d'intérêts occasionnée par les niveaux d'endettement moins élevés.

Charge d'impôt sur le résultat et taux d'impôt effectif

Charge d'impôt sur le résultat (en millions de dollars)		Taux d'impôt effectif (en pourcentage)	
Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019
58,5 \$	42,1 \$	30 %	23 %

Compte non tenu des ajustements, lesquels se rapportent principalement aux éléments indiqués ci-dessous, le taux d'impôt effectif se serait établi à environ 26 % pour le premier semestre de 2020 et pour le premier semestre de 2019.

Premier semestre de 2020

- Au cours du premier semestre de 2020, les passifs d'impôt différé ont augmenté et une hausse correspondante de la charge d'impôt de 7,4 millions de dollars a été inscrite en lien avec le taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni. Au cours du premier trimestre de 2020, il a été annoncé que le taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni ne diminuerait pas, contrairement à ce qui avait été prévu. Par conséquent, nous avons dû réévaluer les passifs d'impôt différé liés aux immobilisations incorporelles acquises.

Premier semestre de 2019

- Au cours du premier semestre de 2019, le taux général d'imposition des sociétés de l'Alberta a été réduit, ce qui a donné lieu à une diminution des passifs nets d'impôt différé et à une baisse correspondante de 4,3 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat.

Total des capitaux propres

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Augmentation en dollars
Total des capitaux propres	3 554,9 \$	3 499,1 \$	55,8 \$

- Au 30 juin 2020, 56 490 007 actions ordinaires avaient été émises et étaient en circulation et 1 367 235 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions.
- Au 31 juillet 2020, 56 534 530 actions ordinaires avaient été émises et étaient en circulation et 1 320 689 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions.
- L'augmentation du *Total des capitaux propres* provient principalement de l'inclusion du bénéfice net de 137,9 millions de dollars, moins les versements de dividendes de 74,4 millions de dollars aux actionnaires du Groupe TMX. En outre, nous avons touché un produit à l'exercice d'options, qui a été largement contrebalancé par le coût du rachat de 140 000 de nos actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Secteurs

Les sections qui suivent présentent les résultats sectoriels du Groupe TMX pour le semestre clos le 30 juin 2020 comparativement au semestre clos le 30 juin 2019.

Semestre clos le 30 juin 2020

(en millions de dollars)	Formation de capital	Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	Négociation et compensation de dérivés	Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	88,2 \$	117,7 \$	70,5 \$	160,8 \$	0,8 \$	438,0 \$
Produits intersectoriels	—	0,9	—	0,1	(1,0)	—
Total des produits	88,2	118,6	70,5	160,9	(0,2)	438,0
Bénéfice (perte) d'exploitation	43,0	62,6	37,1	106,9	(40,2)	209,4

Semestre clos le 30 juin 2019

(en millions de dollars)	Formation de capital	Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe	Négociation et compensation de dérivés	Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	94,4 \$	97,1 \$	66,4 \$	150,2 \$	(0,3) \$	407,8 \$
Produits intersectoriels	—	0,8	—	0,2	(1,0)	—
Total des produits	94,4	97,9	66,4	150,4	(1,3)	407,8
Bénéfice (perte) d'exploitation	52,4	46,2	29,0	95,7	(29,0)	194,3

Bénéfice (perte) d'exploitation

La diminution du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Formation de capital* rend compte des produits moins élevés provenant des *droits d'inscription additionnelle* et de Fiducie TSX. Les charges d'exploitation ont également augmenté au premier semestre de 2020 comparativement au premier semestre de 2019.

L'augmentation du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Négociation et compensation de titres de participation et de titres à revenu fixe* résulte en grande partie de la hausse marquée des produits tirés de la *négociation de titres de participation* en raison des volumes beaucoup plus élevés sur toutes nos bourses. Par ailleurs, les produits provenant de la CDS et de la *négociation de titres à revenu fixe* ont connu une hausse, qui a été neutralisée en partie par l'accroissement des charges d'exploitation au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

L'augmentation du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Négociation et compensation de dérivés* découle des produits plus élevés générés par la MX et la CDCC par suite d'une hausse des volumes à la MX ainsi que de l'accroissement

des produits tirés de la compensation d'opérations de pension sur titres au cours du premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019. L'incidence des volumes accrus a été contrebalancée dans une certaine mesure par la baisse des produits par contrat attribuable à la composition défavorable des produits et par la diminution des produits tirés de BOX. Les charges d'exploitation ont également diminué au premier semestre de 2020 comparativement au premier semestre de 2019.

La hausse du *bénéfice d'exploitation* dégagé par le secteur *Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse* a résulté des produits plus élevés provenant de Trayport, incluant VisoTech (entreprise acquise le 15 mai 2019) et TMX Datalinx. Au sein de TMX Datalinx, les produits ont augmenté en ce qui a trait aux abonnements, à l'utilisation des services de cotation, aux activités indicielles et d'indices de référence, de même qu'aux services de colocalisation, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par les produits moindres au titre de la déclaration partielle de l'utilisation du système de cotation en temps réel au cours de périodes antérieures. Par ailleurs, la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu une incidence favorable au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Les produits du secteur *Autres* comprennent certains produits ainsi que les coûts du siège social et d'autres coûts liés à des initiatives, qui ne sont pas ventilés entre les secteurs d'exploitation. Les produits au titre des profits et pertes de change et les produits tirés des autres services sont présentés dans le secteur *Autres*. Les coûts et les charges liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles achetées, de même que certains ajustements de consolidation et d'élimination, sont également présentés dans le secteur *Autres*. La *perte d'exploitation* du secteur *Autres* a augmenté au premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019 en raison des coûts nets liés au règlement d'un litige s'élevant à 12,4 millions de dollars qui ont été engagés et portés au secteur *Autres* au cours du deuxième trimestre de 2020. Ce facteur a été compensé en partie par la comptabilisation de profits nets de change sur les actifs monétaires nets au cours du premier semestre de 2020, comparativement à des pertes nettes de change au premier semestre de 2019.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Sommaire des flux de trésorerie

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

(en millions de dollars)	T2 2020	T2 2019	Augmentation (diminution) de la trésorerie en dollars
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	130,9 \$	111,5 \$	19,4 \$
(Sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(111,4)	(44,5)	(66,9)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	5,2	(47,8)	53,0

- Au deuxième trimestre de 2020, les *entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation* ont augmenté en regard de celles du deuxième trimestre de 2019 du fait de la hausse de la trésorerie liée aux clients et autres débiteurs, aux charges payées d'avance ainsi qu'aux fournisseurs et autres créditeurs.
- Au deuxième trimestre de 2020, les *sorties de trésorerie liées aux activités de financement* ont été supérieures à celles du deuxième trimestre de 2019. Au cours du deuxième trimestre de 2020, la trésorerie affectée au remboursement de papier commercial a connu une augmentation nette de 56,8 millions de dollars et la trésorerie tirée de prélèvements sur les facilités de liquidité relativement à nos activités de compensation a diminué de 6,8 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de 2019.
- Le deuxième trimestre de 2020 s'est soldé par des *entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement* de 5,2 millions de dollars, alors que le deuxième trimestre de 2019 avait donné lieu à des *sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement* de 47,8 millions de dollars. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de 33,0 millions de dollars de la trésorerie provenant de la vente nette de titres négociables au cours du deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019. En outre, au cours du deuxième trimestre de 2019, nous avons consacré des sorties de trésorerie de 23,3 millions de dollars à l'acquisition de VisoTech, ce qui a été compensé en partie par le montant de 3,1 millions de dollars reçu à la vente de notre participation dans la Bourse des Bermudes.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2020 et du semestre clos le 30 juin 2019

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2019	Augmentation (diminution) de la trésorerie en dollars
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	209,9 \$	164,0 \$	45,9 \$
(Sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(146,3)	(93,0)	(53,3)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	11,8	(52,8)	64,6

- Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, les *entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation* ont augmenté en regard de celles du semestre clos le 30 juin 2019 par suite d'un accroissement du bénéfice d'exploitation (exclusion faite des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles), d'une hausse de la trésorerie liée aux fournisseurs et autres créiteurs et d'une baisse de l'impôt payé.
- Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, les *sorties de trésorerie liées aux activités de financement* ont été supérieures à celles du semestre clos le 30 juin 2019. Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, la trésorerie affectée au remboursement de papier commercial a connu une augmentation nette de 42,9 millions de dollars comparativement au semestre clos le 30 juin 2019. Par ailleurs, la trésorerie consacrée aux rachats d'actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, lancé au cours du premier trimestre de 2020, a augmenté de 14,7 millions de dollars.
- Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, les *entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement* se sont élevées à 11,8 millions de dollars, en regard de *sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement* de 52,8 millions de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2019. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de 45,1 millions de dollars de la trésorerie provenant de la vente nette de titres négociables au cours du semestre clos le 30 juin 2020 comparativement au semestre clos le 30 juin 2019. En outre, au cours du semestre clos le 30 juin 2019, nous avons consacré des sorties de trésorerie de 23,3 millions de dollars à l'acquisition de VisoTech, ce qui a été compensé en partie par le montant de 3,1 millions de dollars reçu à la vente de notre participation dans la Bourse des Bermudes.

Sommaire de la situation de trésorerie et autres questions³⁸

Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Augmentation en dollars
	269,7 \$	229,4 \$	40,3 \$

Au 30 juin 2020, nous avons de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables d'une valeur de 269,7 millions de dollars. La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les titres négociables ont augmenté en raison principalement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 209,9 millions de dollars, des prélèvements de 4,1 millions de dollars sur les facilités de trésorerie relativement à nos activités de compensation et du produit de 23,2 millions de dollars tiré de l'exercice d'options. Ces augmentations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ont été neutralisées par des sorties de trésorerie consacrées au versement de dividendes de 74,4 millions de dollars à nos actionnaires, par des entrées aux locaux, au matériel et aux immobilisations incorporelles de 30,2 millions de dollars, par des rachats de nos actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités s'élevant à 14,7 millions de dollars, par des intérêts payés, déduction faite des intérêts reçus, de 16,0 millions de dollars et par une diminution nette de 62,6 millions de dollars du papier commercial. Compte tenu de nos activités et de notre modèle d'exploitation actuels, nous estimons disposer de suffisamment de liquidités et d'accès à du financement pour exercer nos activités, faire des paiements d'intérêts, ainsi que satisfaire aux clauses restrictives de nos actes de fiducie régissant les obligations non garanties et aux modalités de notre convention de crédit (définie dans le rapport de gestion annuel de 2019) et de notre programme de papier commercial (se reporter à la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Papier commercial, obligations non garanties et facilités de crédit et de trésorerie**), de

³⁸ La rubrique *Sommaire de la situation de trésorerie et autres questions* contient certains énoncés prospectifs. Voir l'exposé des risques et incertitudes que comportent ces énoncés sous la rubrique *Mise en garde concernant l'information prospective*.

même que satisfaire aux obligations de maintien du capital qui nous sont imposées par les organismes de réglementation.

La modernisation de nos plateformes de compensation occasionnera également des sorties de trésorerie (se reporter à la rubrique **INITIATIVES ET RÉALISATIONS – Mise à jour sur la modernisation des plateformes de compensation**).

Notre capacité d’obtenir du financement dans l’avenir dépendra de la liquidité et de la situation des marchés des capitaux, y compris le marché du crédit, ainsi que de notre situation financière à ce moment, des clauses restrictives de la convention de crédit et des actes de fiducie régissant les obligations non garanties ainsi que des obligations de maintien du capital imposées par les organismes de réglementation. Au 30 juin 2020, le papier commercial en cours s’élevait à 177,0 millions de dollars et la limite autorisée aux termes du programme s’élevait à 500,0 millions de dollars. Cette somme est entièrement sécurisée par la facilité de crédit du Groupe TMX (se reporter à la section **Facilités de crédit** de la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019).

Total des actifs

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Augmentation en dollars
	43 401,4 \$	32 359,7 \$	11 041,7 \$

- Notre bilan consolidé au 30 juin 2020 englobe des soldes impayés sur des opérations de pension sur titres ouvertes qui ont été portés aux *soldes avec les adhérents et les membres compensateurs*. Ces soldes ont des montants égaux qui sont compris dans le *total des passifs*. L’accroissement de 11 041,7 millions de dollars du *total des actifs* depuis le 31 décembre 2019 résulte des soldes de garanties plus élevés tant à la CDS qu’à la CDCC au 30 juin 2020, attribuables à l’exigence de la Banque que les adhérents fournissent des garanties beaucoup plus élevées (en vue de couvrir le risque de liquidité conformément aux Principes pour les infrastructures de marchés financiers [« PIMF »]). L’accroissement du *total des actifs* découle également de l’augmentation des soldes sur les opérations de pension sur titres.

Papier commercial, obligations non garanties et facilités de crédit et de trésorerie

Papier commercial

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	(Diminution) en dollars
	177,0 \$	239,6 \$	(62,6) \$

Du papier commercial s’élevant à 177,0 millions de dollars, compte tenu des intérêts courus, était en cours aux termes du programme au 30 juin 2020, ce qui correspond à une diminution nette de 62,6 millions de dollars depuis le 31 décembre 2019. Le papier commercial est, par nature, à court terme, et la durée moyenne jusqu’à l’échéance à compter de la date d’émission était de 33 jours au cours du deuxième trimestre de 2020. Le programme de papier commercial est entièrement sécurisé par la facilité de crédit du Groupe TMX (se reporter à la section **Facilités de crédit** de la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les facilités de crédit, il y a lieu de consulter la section **Facilités de crédit** de la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Obligations non garanties

Les obligations non garanties suivantes du Groupe TMX sont en cours :

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Augmentation en dollars
Obligations non garanties de série B – non courant	249,6 \$	249,6 \$	0,0 \$
Obligations non garanties de série D – non courant	298,7 \$	298,6 \$	0,1 \$
Obligations non garanties de série E – non courant	199,0 \$	198,9 \$	0,1 \$
	747,3 \$	747,1 \$	0,2 \$

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les obligations non garanties, il y a lieu de consulter la section **Obligations non garanties** de la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Facilités de crédit

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les facilités de crédit, il y a lieu de consulter la section **Facilités de crédit** de la rubrique **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Au 30 juin 2020, toutes les clauses restrictives relativement à la convention de crédit du Groupe TMX étaient respectées.

Taux d'intérêt effectifs

Les taux d'intérêt effectifs au 30 juin 2020 en ce qui a trait aux obligations non garanties et au papier commercial se présentent comme suit :

Obligations non garanties et papier commercial	Principal (en millions de dollars canadiens)	Échéance	Taux global
Obligations non garanties de série B	250	3 octobre 2023	4,461 %
Obligations non garanties de série D	300,0	11 décembre 2024	2,997 %
Obligations non garanties de série E	200,0	5 juin 2028	3,779 %
Papier commercial	177,0	Du 8 juillet 2020 au 31 juillet 2020	0,308 %

Autres facilités de crédit et de trésorerie

La CDCC maintient une facilité non engagée de pension sur titres de 27 012 millions de dollars (18 102,0 millions de dollars au 31 décembre 2019) qui lui permet de disposer de liquidités à la fin de la journée si elle n'est pas en mesure de remettre les facilités de trésorerie d'un jour à zéro. Le 30 avril 2020, le montant a été modifié de nouveau pour être porté à 27 012,0 millions de dollars, en comparaison de 20 622,0 millions de dollars au 31 mars 2020. Le 28 février 2020, la CDCC a prorogé cette facilité au 26 février 2021. Cette facilité permettrait de disposer de liquidités en contrepartie de titres qu'aurait reçus la CDCC ou qui lui auraient été donnés en nantissement.

En outre, la CDCC maintient une facilité de trésorerie de soutien renouvelable consortiale de 320,0 millions de dollars (400,0 millions de dollars au 31 décembre 2019) afin de disposer de liquidités à la fin de la journée si elle n'est pas en mesure de remettre les facilités de trésorerie d'un jour à zéro. Les avances prélevées à même la facilité sont garanties par des titres qui ont été donnés en nantissement à la CDCC ou qu'elle a reçus. Le 28 février 2020, cette facilité a été prorogée au 26 février 2021. Au 30 juin 2020, la CDCC avait prélevé un montant de 12,3 millions de dollars en vue de faciliter un règlement de pension sur titres en défaut. Le montant est entièrement contrebalancé par les titres liquides inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie et il a été entièrement remboursé après la date de clôture.

Compensation CDS maintient une facilité de trésorerie de soutien garantie de 720,0 millions de dollars américains, ou l'équivalent en dollars canadiens, qui lui permet de prélever des fonds en dollars américains ou canadiens. Le 24 mars 2020, Compensation CDS a prorogé la date d'échéance au 23 mars 2021.

Compensation CDS dispose également d'une facilité de trésorerie de soutien garantie de 2,0 milliards de dollars, ou l'équivalent en dollars américains, sur laquelle des prélèvements peuvent être effectués en dollars canadiens ou américains. Le 24 mars 2020, Compensation CDS a prorogé la date d'échéance au 23 mars 2021.

GESTION DU CAPITAL

Nos principaux objectifs de gestion du capital et nos obligations de maintien de capital sont décrits dans notre rapport de gestion annuel de 2019.

Au 30 juin 2020, nous respectons chacune des obligations précitées en matière de maintien de capital imposées de l'extérieur. Se reporter aux rubriques **Facilités de crédit**, **Autres facilités de crédit et de trésorerie** et **GESTION DU CAPITAL** de notre rapport de gestion annuel de 2019 pour obtenir une description des clauses restrictives financières qui nous sont imposées.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars, sauf les montants par action – non audité)	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	31 déc. 2018	30 sept. 2018
Formation de capital	48,1 \$	40,1 \$	42,6 \$	43,7 \$	52,6 \$	41,8 \$	45,4 \$	45,1 \$
Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe	34,7	33,2	22,7	23,5	25,6	26,2	28,6	25,1
Titres de participation et titres à revenu fixe – compensation, règlement, dépôt et autres services (CDS)	24,8	25,0	28,4	21,8	23,0	22,3	26,3	20,3
Négociation et compensation de dérivés	30,0	40,5	33,3	33,5	33,8	32,6	35,1	30,2
Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse	81,0	79,8	75,9	73,6	75,6	74,6	73,8	72,1
Autres	(0,9)	1,7	(0,1)	0,2	(0,3)	—	2,0	—
Produits	217,7	220,3	202,8	196,3	210,3	197,5	211,2	192,8
Charges d'exploitation	119,3	109,3	106,3	104,7	106,2	107,3	114,2	106,3
Bénéfice d'exploitation	98,4	111,0	96,5	91,6	104,1	90,2	97,0	86,5
Bénéfice net	67,8	70,1	47,5	61,7	77,2	61,2	69,8	57,5
Résultat par action ³⁹								
De base	1,20	1,25	0,85	1,10	1,38	1,10	1,25	1,03
Dilué	1,19	1,24	0,84	1,09	1,37	1,09	1,24	1,02

³⁹ L'information portant sur le résultat par action est fondée sur le bénéfice net.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

- Les produits se sont chiffrés à 217,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 2,6 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux de 220,3 millions de dollars au premier trimestre de 2020, du fait surtout de la diminution des produits provenant du secteur *Négociation et compensation de dérivés, de la CDS, de Trayport* et du secteur *Autres*, facteur contrebalancé essentiellement par l'augmentation des produits provenant des secteurs *Formation de capital, Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe et Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse, exclusion faite de Trayport*.
- Les charges d'exploitation se sont établies à 119,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 10,0 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celles de 109,3 millions de dollars inscrites au premier trimestre de 2020. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par les coûts nets liés au règlement d'un litige. Des hausses ont également été constatées à l'égard des charges au titre des régimes incitatifs à court terme liés au rendement destinés aux employés, des charges de recrutement et des coûts liés à la pandémie de COVID-19, contrebalancées par la baisse des salaires et des avantages sociaux ainsi que des frais de déplacement et de divertissement entre le premier trimestre de 2020 et le deuxième trimestre de 2020.
- Le *bénéfice d'exploitation* a décliné entre le premier trimestre de 2020 et le deuxième trimestre de 2020 en raison essentiellement des produits moins élevés et de l'augmentation des charges d'exploitation.
- Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2020 s'est chiffré à 67,8 millions de dollars, ou 1,20 \$ par action ordinaire de base et 1,19 \$ par action ordinaire après dilution, contre un bénéfice net de 70,1 millions de dollars, ou 1,25 \$ par action ordinaire de base et 1,24 \$ par action ordinaire après dilution, au premier trimestre de 2020. La baisse du bénéfice net et du résultat par action est attribuable au *bénéfice d'exploitation* moins élevé au deuxième trimestre de 2020 qu'au premier trimestre de 2020. Au cours du premier trimestre de 2020, il y a eu une modification du taux d'imposition prévu des sociétés du Royaume-Uni, donnant lieu à une augmentation des passifs d'impôt différé et à une hausse correspondante de la charge d'impôt, soit de 7,4 millions de dollars, ce qui est venu réduire le bénéfice net du premier trimestre de 2020. La diminution du résultat par action de base et après dilution est également attribuable à l'accroissement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au deuxième trimestre de 2020 comparativement au premier trimestre de 2020.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

- Les produits se sont chiffrés à 220,3 millions de dollars au premier trimestre de 2020, en hausse de 17,5 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à ceux de 202,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2019, du fait surtout de l'augmentation des produits provenant des secteurs *Négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, Négociation et compensation de dérivés, Solutions globales, perspectives et stratégies d'analyse, y compris Trayport, et Autres*, facteur contrebalancé en partie par la diminution des produits provenant du secteur *Formation de capital* et de la CDS.
- Les charges d'exploitation se sont établies à 109,3 millions de dollars au premier trimestre de 2020, en hausse de 3,0 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à celles de 106,3 millions de dollars inscrites au quatrième trimestre de 2019. Cette augmentation des charges s'explique pour l'essentiel par la hausse de 8,1 millions de dollars des charges au titre des régimes incitatifs à court terme et à long terme liés au rendement destinés aux employés. De plus, les cotisations sociales ont connu une augmentation de 3,0 millions de dollars. Ces hausses ont été contrebalancées par certains coûts recouvrables liés aux activités de compensation de la CDS qui étaient auparavant compensés mais qui sont désormais inclus à la fois dans les produits de la CDS et dans les *frais de vente et charges générales et administratives*. Les montants reclassés dans les *frais de vente et charges générales et administratives* ont été de 5,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2019, comparativement à seulement 1,1 million de dollars au premier trimestre de 2020. Par ailleurs, les frais de

déplacement et de divertissement ainsi que les charges de recrutement ont diminué entre le quatrième trimestre de 2019 et le premier trimestre de 2020.

- Le *bénéfice d'exploitation* s'est accru entre le quatrième trimestre de 2019 et le premier trimestre de 2020 en raison essentiellement des produits plus élevés, lesquels ont été neutralisés en partie par l'augmentation des charges d'exploitation.
- Le bénéfice net du premier trimestre de 2020 s'est chiffré à 70,1 millions de dollars, ou 1,25 \$ par action ordinaire de base et 1,24 \$ par action ordinaire après dilution, contre un bénéfice net de 47,5 millions de dollars, ou 0,85 \$ par action ordinaire de base et 0,84 \$ par action ordinaire après dilution, au quatrième trimestre de 2019. La hausse du bénéfice net et du résultat par action est attribuable au *bénéfice d'exploitation* plus élevé au premier trimestre de 2020 qu'au quatrième trimestre de 2019. En outre, alors qu'il y avait eu une charge de dépréciation hors trésorerie de 18,0 millions de dollars liée à Shorcan au quatrième trimestre de 2019, aucune charge similaire n'a été comptabilisée au premier trimestre de 2020. Toutefois, au cours du premier trimestre de 2020, il y a eu une modification du taux d'imposition prévu des sociétés du Royaume-Uni, donnant lieu à une augmentation des passifs d'impôt différé et à une hausse correspondante de la charge d'impôt, soit de 7,4 millions de dollars, ce qui est venu réduire le bénéfice net du premier trimestre de 2020. L'augmentation du résultat par action de base et après dilution a également été réduite, en partie, par l'accroissement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au premier trimestre de 2020 comparativement au quatrième trimestre de 2019.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les six trimestres précédents, il y a lieu de consulter la rubrique Principales informations financières annuelles et trimestrielles de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Comptabilité et contrôles

Modifications de méthodes comptables

Les modifications suivantes sont entrées en vigueur pour le Groupe TMX le 1^{er} janvier 2020 :

- IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*;
- IAS 1, *Présentation des états financiers*, et IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*;
- Modifications au cadre conceptuel.

L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») apportée au cours du trimestre clos le 30 juin 2020 n'a eu d'incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre CIIF.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion du Groupe TMX renferme de l'« information prospective » (au sens attribué à ce terme dans la législation en valeurs mobilières canadienne applicable) qui est fondée sur des attentes, des hypothèses, des estimations, des prévisions et d'autres facteurs que la direction estime pertinents en date du présent rapport de gestion. On reconnaît souvent, mais pas toujours, l'information prospective à l'emploi de termes et d'expressions de nature prospective comme « prévoir », « s'attendre à », « budgéter », « planifier », « viser », « estimer », « avoir l'intention de », ou « croire », ou des variantes de ces termes et expressions ou leur forme négative ou des déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou non, être prises, survenir ou se matérialiser. En raison de sa nature, l'information prospective exige que nous formulions des hypothèses et est exposée à des risques et à des incertitudes d'importance en raison desquels nos attentes, nos conclusions et nos hypothèses pourraient se révéler inexactes.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion comprend notamment les objectifs de croissance; l'effet attendu de l'acquisition de VisoTech sur les résultats du Groupe TMX; la relance proposée du contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans; nos cibles à l'égard du ratio de distribution des dividendes; la capacité du Groupe TMX de réduire la dette ainsi que le calendrier connexe; la modernisation des plateformes de compensation, notamment les dépenses en trésorerie prévues relativement à la modernisation de nos plateformes de compensation et le moment où cette modernisation se concrétisera; d'autres énoncés portant sur les réductions de coûts; l'incidence de la capitalisation boursière globale des émetteurs inscrits à la TSX et à la TSXV (de 2019 à 2020) sur les produits du Groupe TMX; les changements futurs au taux d'impôt prévu par la loi du Groupe TMX anticipé pour 2020; d'autres facteurs relatifs aux bourses de valeurs, aux produits dérivés et aux chambres de compensation ainsi qu'à l'entreprise, aux objectifs et aux priorités stratégiques, à la conjoncture du marché, aux tarifs, aux projets de nature technologique et à d'autres initiatives, ainsi qu'aux résultats financiers ou à la situation financière, aux activités et aux perspectives du Groupe TMX, qui comportent des risques et des incertitudes d'importance.

Ces risques incluent la concurrence d'autres bourses ou marchés, y compris les systèmes de négociation parallèles et les nouvelles technologies, à l'échelle nationale ou internationale; la dépendance à l'égard de l'économie canadienne; les répercussions défavorables sur nos résultats de la conjoncture ou de l'incertitude entourant l'économie mondiale (y compris la COVID-19), notamment les modifications aux cycles commerciaux qui ont une incidence sur notre secteur; l'incapacité de recruter et de maintenir en poste du personnel qualifié; des facteurs géopolitiques et autres qui pourraient entraîner une interruption des activités (y compris la COVID-19); la dépendance à l'égard de la technologie de l'information; la vulnérabilité de nos réseaux et des fournisseurs de services tiers à l'égard des risques de sécurité, notamment des cyberattaques; l'incapacité de formuler ou de mettre en œuvre adéquatement nos stratégies; les contraintes imposées par la réglementation; les contraintes imposées en raison de notre niveau d'endettement; les risques liés aux litiges ou à d'autres procédures; la dépendance envers une clientèle suffisante; l'incapacité d'élaborer, de commercialiser ou de faire accepter de nouveaux produits; l'incapacité d'intégrer les entreprises acquises de manière à atteindre les objectifs économiques prévus ou de nous dessaisir d'activités moins rentables de manière efficace; le risque de change; l'incidence défavorable de nouvelles activités commerciales; les incidences défavorables de dessaisissements d'activités; l'incapacité de répondre à nos besoins de trésorerie en raison de notre structure de société de portefeuille et des restrictions applicables au versement de dividendes; la dépendance envers des fournisseurs tiers de produits et de services; la dépendance des activités de négociation à l'égard d'un petit nombre de clients; les risques liés à nos activités de compensation; les défis de l'expansion internationale; les restrictions sur la propriété d'actions ordinaires du Groupe TMX; notre incapacité de protéger notre propriété intellectuelle; les répercussions défavorables d'un événement de marché systémique sur certaines de nos activités; les risques liés au crédit des clients; le fait que les structures de coûts sont largement fixes; l'incapacité de réaliser des réductions de coûts selon les montants ou le calendrier prévus; la dépendance à l'égard du niveau d'activité boursière qui échappe à notre volonté; les contraintes réglementaires qui s'appliquent aux activités du Groupe TMX et de ses filiales réglementées, les coûts relatifs aux

services de compensation et de dépôt, les volumes de négociation (qui pourraient être supérieurs ou inférieurs aux prévisions) et les produits; les niveaux futurs des produits, qui pourraient être moins importants que prévu, ou des coûts, qui pourraient être plus importants que prévu.

L'information prospective est fondée sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes, notamment les hypothèses relatives à la capacité du Groupe TMX de soutenir la concurrence mondiale et régionale; la conjoncture économique et commerciale en général; les cours de change (notamment les estimations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain ou la livre sterling); les prix des marchandises; le niveau des opérations et de l'activité sur les marchés et particulièrement le niveau des opérations sur les principaux produits du Groupe TMX; les activités d'expansion, de marketing et de vente; la disponibilité continue de financement à des conditions acceptables pour des initiatives futures; les niveaux de productivité du Groupe TMX, de même que ceux de ses concurrents; la concurrence sur le marché; les activités de recherche et de développement; la capacité de lancer avec succès de nouveaux produits et leur acceptation par les clients; le lancement réussi de diverses ressources et capacités technologiques; l'incidence de divers règlements sur le Groupe TMX et ses clients; le maintien de bonnes relations entre le Groupe TMX et son personnel, et la durée de toute interruption de travail, panne du matériel ou autre interruption importante des activités à l'un de ses établissements, à l'exception des interruptions pour entretien et autres interruptions similaires prévues.

Outre les hypothèses énoncées ci-dessus, l'information prospective se rapportant aux objectifs à long terme de taux de TCAC des produits et aux objectifs à long terme de TCAC du résultat ajusté par action est fondée sur des hypothèses, notamment :

- le succès obtenu par le Groupe TMX dans la réalisation d'initiatives de croissance et l'atteinte d'objectifs commerciaux;
- la poursuite des investissements dans des entreprises de croissance et dans des initiatives de transformation, dont des systèmes post-négociation de la prochaine génération;
- l'absence de variations importantes de notre taux d'impôt effectif, de nos produits récurrents et du nombre de nos actions en circulation;
- des niveaux modérés de volatilité au sein des marchés;
- des niveaux d'inscriptions, de négociation et de compensation conformes à l'activité historique;
- une croissance économique conforme à l'activité historique;
- l'absence de modifications importantes dans la réglementation;
- la poursuite de la gestion disciplinée des charges dans l'ensemble de nos activités;
- la révision continue des priorités d'investissement en faveur de solutions d'entreprise et de nouvelles capacités;
- la génération de flux de trésorerie disponibles conformes aux montants annualisés historiques;
- une incidence limitée de la pandémie de COVID-19 sur nos plans de croissance des activités à long terme, y compris sur la capacité de nos émetteurs inscrits de mobiliser des capitaux.

Bien que nous estimions que des événements ou des faits subséquents pourraient nous amener à modifier notre point de vue, nous n'avons nullement l'intention de mettre à jour la présente information prospective, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne nous y oblige. Il ne faut pas se fier à la présente information prospective comme s'il s'agissait de notre avis à une date postérieure à celle du présent rapport de gestion. Nous avons tenté de répertorier les facteurs importants susceptibles de faire différer sensiblement les mesures, événements ou résultats réels de ceux qui sont actuellement présentés dans l'information prospective. Toutefois, il peut exister d'autres facteurs

pouvant faire différer sensiblement les mesures, événements ou résultats de ceux qui sont actuellement prévus, estimés ou attendus. Rien ne garantit que l'information prospective se révélera exacte, étant donné que les résultats réels et les événements futurs pourraient différer sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés. Par conséquent, le lecteur ne doit pas se fier outre mesure à l'information prospective. La liste des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous ne se veut pas exhaustive. Une description des facteurs susmentionnés est présentée à la rubrique **Gestion des risques d'entreprise** de notre rapport de gestion annuel de 2019, lequel est intégré par renvoi au présent rapport de gestion, ainsi qu'à la rubrique **Mise à jour de la gestion des risques d'entreprise** du présent rapport de gestion.